

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1^{er} de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
Six mois... 14 fr.
Étranger (U.-P.): Un an... 32 fr.
Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : Éconopéem-Paris

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :
France : 0 fr. 50 — Étranger : 0 fr. 60

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points..... 2 50
Réclames en 8 points..... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1234 — 48^e volume (18)

Bureaux : 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t)

Vendredi 29 Octobre 1915

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/comptes et dépôts particuliers	Porte-feuille	escompte	Avances s' valeurs mobilières		
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3 1/2
1915 14 octobre...	4.647	363	13.752	2.611	2.217	582			5
1915 21 octobre...	4.693	363	13.832	2.574	2.199	571			5
1915 28 octobre...	4.730	363	13.868	2.546	2.197	564			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...	1.696	418	2.364	1.180	939	63			4
1915 7 octobre...	3.029	44	7.347	2.019	5.470	17			5
1915 15 octobre...	3.033	45	7.222	5.097	5.488	17			5
1915 23 octobre...	3.033	50	7.094	2.023	4.904	19			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 23 juillet...	1.004	»	733	1.055	841	»			3
1915 6 octobre...	1.531	»	822	2.458	2.982	»			5
1915 13 octobre...	1.499	»	814	2.448	2.868	»			5
1915 20 octobre...	1.472	»	814	2.459	2.965	»			5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	110	»	219	24	94	15			6
1915 31 juillet...	150	8	286	6	51	16			5
1915 31 août...	150	8	285	7	50	16			5
1915 30 septemb...	150	7	309	6	60	20			5
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 24 juillet...	543	730	1.919	498	446	170			4 1/2
1915 9 octobre...	760	733	2.066	642	475	308			4 1/2
1915 16 octobre...	774	734	2.073	646	474	306			4 1/2
1915 23 octobre...	780	738	2.067	643	472	300			4 1/2
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3 1/2
1915 2 octobre...	820	4	1.138	30	148	180			4 1/2
1915 9 octobre...	820	4	1.142	30	153	174			4 1/2
1915 16 octobre...	825	5	1.151	29	162	181			4 1/2
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	1.730	245	586	115			5 1/2
1915 10 septemb...	1.149	113	2.790	755	589	208			5 1/2
1915 20 septemb...	1.149	112	2.790	768	554	212			5 1/2
1915 30 septemb...	1.150	113	2.848	720	530	232			5 1/2
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47			5 1/2
1915 10 septemb...	172	0	709	55	276	51			6
1915 18 septemb...	173	0	715	54	279	50			6
1915 25 septemb...	173	0	719	56	280	51			6
RUSSIE — Banque de l'Etat									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5 1/2
1915 29 septemb...	4.242	60	12.325	2.129	7.579	2.330			6
1915 6 octobre...	4.243	52	12.711	2.062	7.998	2.236			6
1915 14 octobre...	4.254	48	13.049	2.048	8.242	2.389			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	41			5 1/2
1915 31 juillet...	159	5	386	139	241	32			5
1915 31 août...	159	5	394	127	213	35			5
1915 30 septemb...	159	5	433	97	221	14			5
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	268	51	94	14			3 1/2
1915 23 septemb...	242	62	407	75	125	17			4 1/2
1915 30 septemb...	243	62	436	72	149	17			4 1/2
1915 7 octobre...	243	62	428	78	142	18			4 1/2

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16	28	5	12	19	26
		juillet 1914	sept. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915
Londres	25.22 1/2	25.17 1/2	27.50	27.265	27.37	27.49	27.56
New-York	518.25	516	585.50	577.50	586	586	598
Espagne	500	482.75	555.50	553	551	553.50	554.50
Hollande	208.30	207.56	237.50	237	238	240.50	245
Italie	100	99.62	93.50	93	91.50	91.50	92.50
Pétrograd	266.67	263	198	198	198	197	198
Scandinavie	139	138.25	152.50	152	153	153.50	157
Suisse	100	100.03	110	109	110	110	111

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16	28	5	12	19	26
	juillet 1914	sept. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915
Londres	100 liv.	99.82	109.02	108.09	108.51	108.99
New-York	» dol.	99.56	112.97	111.43	113.07	115.38
Espagne	» pes.	96.55	111.10	110.60	110.20	110.90
Hollande	» flor.	99.64	114.01	113.77	114.25	115.45
Italie	» lire	99.62	93.50	93	91.50	91.50
Pétrograd	» rbl.	98.62	74.25	74.25	74.25	73.87
Scandinavie	» cou'	99.46	109.71	109.30	110.07	110.43
Suisse	» fr.	100.03	110	109	110	111

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16	28	5	12	19	26
		juillet 1914	sept. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915
Paris	25.22 1/2	25.18 1/2	27.60	27.275	27.375	27.465	27.475
New-York	4.86 1/2	4.871	4.71	4.70 1/2	4.67 1/2	4.69 1/2	4.62 1/2
Espagne	25.22	25.10	24.80	24.75	24.88	24.85	24.82
Hollande	12.109	12.125	11.58	11.54 1/2	11.43	11.44	11.25
Italie	25.22	25.268	29.60	29.45	29.815	29.90	29.91
Pétrograd	94.62	95.80	138	137	140	140.24	139.75
Portugal	53.28	46.19	35.25	35.12	35.12	35.12	35.12
Scandinavie	18.25	18.24	18.075	18.025	17.975	17.925	17.825
Suisse	25.22	25.18	24.90	24.95	24.95	24.92	24.90

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16	28	5	12	19	26
	juillet 1914	sept. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915	octob. 1915
Paris	100 fr.	100.14	91.38	92.47	92.14	91.83
New-York	» dol.	99.90	103.31	103.37	104.03	103.59
Espagne	» pes.	96.64	101.70	101.90	101.38	101.50
Hollande	» flor.	99.87	104.56	104.88	105.94	105.84
Italie	» lire	99.82	84.92	85.65	84.59	84.35
Pétrograd	» rou.	98.77	65.56	69.06	67.58	67.46
Portugal	» mil.	86.69	66.16	65.91	65.91	65.91
Scandinavie	» cou.	100.85	100.98	101.25	101.53	101.81
Suisse	» fr.	100.17	101.29	101.09	101.09	100.89

Nous retrouvons, à la fin de la semaine sous revue, la cote des devises étrangères en hausse générale. Le chèque sur Londres, qui s'inscrivait à 27.49 le 19 octobre, a atteint 27.54 1/2 le 21; il a ensuite fléchi progressivement à 27.46 1/2 le 25; mais un brusque revirement l'a élevé de nouveau à 27.56, dans la séance du 26. Le dollar a suivi un mouvement ascendant qui l'a porté de 5.86 le 19 à 5.98 le 26. L'Espagne, que nous avions laissée à 553 1/2, après avoir coté 555 le 22 octobre, est revenue le lendemain à 554 1/2, cours auquel elle s'est maintenue depuis lors. Le florin hollandais a encore progressé de 240 1/2 à 245; la couronne scandinave de 153 à 157; l'Italie, qui clôturait à 91 1/2 le 19 octobre, s'est raffermie à 92 1/2; la Suisse gagne un point, à 111; le rouble passe de 197 à 198.

L'ensemble du marché continue à être dominé

par les transactions entre l'Europe et les Etats-Unis. Les exportations américaines se sont encore considérablement accrues, au cours des dernières semaines; certaines de ces exportations représentent des munitions de guerre; mais les chiffres correspondant aux autres produits, notamment aux denrées d'alimentation, sont d'après les statistiques américaines, plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été depuis le début des hostilités.

L'importance des règlements purement commerciaux à effectuer explique qu'une nouvelle hausse du câble-transfert se soit produite à Londres et à Paris malgré la conclusion de l'emprunt franco-anglais de 500 millions de dollars. On estime à New-York que cet emprunt suffirait pour assurer les règlements à faire par les deux gouvernements pendant plusieurs mois, les commandes de matériel de guerre semblant avoir atteint leur point culminant. Mais si ces commandes devaient dépasser les prévisions, il n'est pas douteux que de nouveaux emprunts pourraient être obtenus.

Toutefois, jusqu'à présent, les crédits dont disposent les gouvernements anglais et français n'ont eu aucune influence directe sur les cours du change. Cette influence ne pourrait se faire sentir que si une partie de ces crédits était rétrocédée au commerce. Nous voulons espérer que telle est l'intention des deux gouvernements; on semble d'ailleurs s'y attendre en Amérique. « Sans doute, écrit le *Wall Street Journal*, il faudra prévoir la mise de certains crédits à la disposition des marchés de Londres et de Paris, par la vente de dollars. On ne sait pas encore si les gouvernements anglais et français seront les vendeurs directs de ce change en Europe, ou bien s'ils passeront simplement aux banques anglaises et françaises une certaine partie du crédit destiné à cet usage. »

D'après des informations de source américaine, des négociations seraient actuellement engagées entre le gouvernement russe et les banquiers américains, en vue d'une ouverture de crédit, ou d'un emprunt destiné à l'amélioration du change. Une pareille opération aurait toutes les chances de succès, en raison de la régularité avec laquelle la Russie s'est acquittée des engagements qu'elle a contractés depuis le début de la guerre. Le crédit d'acceptation de 25 millions de dollars, qui avait été ouvert à New-York aux banques russes, a été remboursé après un seul renouvellement; il ne reste plus en cours que des crédits d'ordre privé et de faible montant. Les circonstances sont donc favorables à la conclusion de nouvelles opérations. Le *Wall Street Journal* fait remarquer à ce sujet que le crédit de la Russie est très apprécié à New-York, et que si les Buss du Trésor Impérial à un an se négocient sur le marché à un taux relativement élevé, cela tient à ce qu'au début ils ont été remis en paiement de commandes à des industriels, lesquels, désireux de se procurer des disponibilités, se sont empressés de les escompter. Ce résultat ne se fût pas produit si le gouvernement russe avait traité directement à l'origine avec les banques, qui auraient vraisemblablement gardé les Bons du Trésor jusqu'à échéance.

Parmi les répercussions de la guerre, une des plus surprenantes, au premier chef, est la hausse de la *peseta espagnole*. Dans ces dernières années, elle subissait une perte de 8 à 10 % par rapport au franc; actuellement elle bénéficie d'une prime supérieure à 10 %. Comme nous l'avons déjà dit, cette anomalie s'explique par les opérations d'arbitrage, qui tendent à ramener à la parité tous les changes étrangers, et par l'accroissement des exportations de l'Espagne. Celles-ci risquent cependant d'être arrêtées dans leur essor par la difficulté qu'éprouvent les acheteurs français à se procurer des moyens de règlement.

Les industriels espagnols s'en sont émus et ont recherché s'il ne serait pas possible d'employer à cet usage les Bons de la Défense Nationale. Jusqu'à

présent, on s'est heurté à l'impossibilité de mobiliser ces titres, de façon à permettre aux exportateurs qui les accepteraient en paiement de recourir à la disponibilité de leurs capitaux.

Une commission chargée d'étudier les moyens de développer les exportations a présenté une proposition au gouvernement espagnol, qui l'a transmise à la Banque d'Espagne. Celle-ci ne peut, d'après ses statuts, faire l'escompte direct de valeurs étrangères, mais il lui est loisible de venir en aide aux banques privées qui entreprendraient ces opérations. Il est question de former dans ce but un syndicat, qui comprendrait des banques de Catalogne, du Nord de l'Espagne et de Madrid, et qui ouvrirait des crédits sur garanties de Bons de la Défense Nationale; la Banque d'Espagne assurerait au Syndicat les facilités de mobilisation qui lui seraient nécessaires.

Nous manquons de détails plus circonstanciés sur ce projet, qui est toujours à l'étude; mais nous espérons que nos banques se préoccupent d'en faciliter la réalisation. Il serait souhaitable que les Bons de la Défense Nationale ne fussent pas remis directement en paiement aux exportateurs, mais servissent de base à des crédits d'acceptation ouverts par le Syndicat espagnol à constituer. On éviterait ainsi l'inconvénient qui s'est produit pour les Bons du Trésor russe remis aux fournisseurs américains, inconvénient que nous signalons plus haut.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	28 sept. 1915	5 octob. 1915	12 octob. 1915	19 octob. 1915	26 octob. 1915
Paris.....	5.18½	5.16½	5.86	5.79	5.86	5.85½	5.96
Londres.....	4.86½	4.87½	4.71½	4.70½	4.68½	4.69½	4.62½
Berlin.....	95.37	95.06	83.75	83.25	82.37	82.50	82.62
Amsterdam....	40.14	»	40.37	40.56	40.62	40.81	40.75

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	28 sept. 1915	5 octob. 1915	12 octob. 1915	19 octob. 1915	26 octob. 1915
Paris.....	100 fr.	100.27	88.44	89.51	88.44	88.55	86.95
Londres.....	100 liv.	100.19	96.84	96.69	96.23	96.45	95.01
Berlin.....	100 mk.	99.67	87.81	87.29	86.37	86.51	86.63
Amsterdam....	100 flo.	»	100.57	101.04	101.20	101.67	101.52

Changes sur Londres à : (Cours moyen du mercredi)

	15 juillet 1914	6 octobre 1915	13 octobre 1915	20 octobre 1915	27 octobre 1915
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 3/8	97 3/8	97 3/8	97 50
Câble transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.4	1.4	1.4	1.4
Calcutta.....	1.3 31/32	1.4	1.4	1.4	1.4
Hong-Kong.....	1.10 5/16	1.9 3/4	1.9 15/16	1.9 15/16	1.10
Shanghai.....	2.5 3/4	2.4 1/8	2.4 3/8	2.3 5/16	2.4 3/8
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or)...	47 11/16	48 11/16	49 3/8	49 1/8	49 3/16
Montevideo.....	51 3/32	52 7/8	53 1/2	53 5/8	53 1/2
Rio-de-Jan. (papier)	15 7/8	12 11/3	12 11/32	12 3/8	12 11/32
Valparaiso.....	9 3/4	9 3/32	8 9/32	9 1/32	8 15/16

Variations du mark à

	14 sept. 1915	21 sept. 1915	28 sept. 1915	5 octob. 1915	12 octob. 1915	19 octob. 1915	26 octob. 1915
New-York (pair : 95 3/8)							
Cours.....	82 37	83 62	83 75	83 25	82 37	82 50	82 62
Parité.....	86 37	87 67	87 81	87 29	86 37	86 51	86 63
Perte %.....	13 63	12 33	12 19	12 71	13 63	13 49	13 37
Amsterdam (pair : 59 3/8)							
Cours.....	50 50	50 97	50 75	50 375	49 975	49 95	48 825
Parité.....	85 06	85 85	85 48	84 85	84 17	84 13	82 24
Perte %.....	14 94	14 45	14 52	15 15	15 83	15 87	17 76
Genève (pair : 123 47)							
Cours.....	108 75	108 75	108 75	109 30	109 20	109 20	109 07
Parité.....	88 07	88 07	88 07	88 44	88 44	88 44	88 34
Perte.....	11 93	11 93	11 95	11 95	11 56	11 56	11 66

Le change sur Vienne ressort à 77.35 à Genève, soit une perte de 26.34.

LA SITUATION

On parle depuis longtemps de la reconstitution du ministère français et du cabinet anglais. Des deux côtés de la Manche c'est la démission d'un ministre qui a déclenché la crise : en France, celle de M. Delcassé; en Angleterre, celle de M. Carson. En Angleterre, où M. Carson s'est séparé de ses collègues parce qu'il estime que l'ensemble ne déploie pas cette vigueur de résolution et d'action qui est seule de mise dans une lutte où il s'agit de vie et de mort, l'ancien gouvernement est toujours au pouvoir. En France, nous sommes arrivés à la fin d'une crise qui amènera aux affaires un cabinet nouveau. M. Aristide Briand, l'actuel garde des sceaux, a été chargé de le constituer. Par les collaborateurs qu'il paraît déjà s'être assurés, on peut reconnaître qu'il projette vraiment de constituer un solide cabinet de concentration politique et de défense nationale, ces deux grandes mesures qu'exige l'heure présente.

Un fait, important en ce qu'il a cimenté encore la fraternité militaire des armées française et anglaise et confirmé l'inébranlable résolution des deux pays de combattre jusqu'à la victoire finale, s'est passé mardi dernier. Le roi d'Angleterre est venu faire une visite à l'armée française et, après avoir assisté au défilé de plusieurs formations, il a remis au général Joffre un vibrant message de félicitations aux troupes. Ce message, par sa chaleur sincère et son enthousiasme débordant, prouve qu'il y avait dans le geste du roi autre chose qu'une manifestation officielle. Cette solennelle affirmation de George V de combattre jusqu'au triomphe décisif constitue une déclaration caractéristique, en un temps où se multiplient les insidieuses intrigues de l'Allemagne pour la conclusion d'une paix hâtive dont elle seule éprouve la pressante nécessité.

Si les Balkans ne sont pas le théâtre principal de la guerre, du moins est-ce sur eux que se concentre actuellement l'intérêt et l'angoisse du monde entier. Les gouvernements belligérants, un instant déconcertés par la trahison bulgare, ont vite passé aux décisions promptes et fortes. Ils ont refusé d'abandonner la Serbie à son sort et ont fait diligence dans l'envoi d'un corps expéditionnaire qui s'efforcera d'empêcher la jonction des Allemands et des Bulgares et leur marche commune sur Constantinople. Un autre but, aussi important, se dessine encore derrière celui-là : c'est arracher les Balkaniques encore hésitants à la définitive emprise germanique. La puissance de notre attaque contre les Bulgares peut seule maintenir la Roumanie et la Grèce dans la neutralité bienveillante qu'elles nous témoignent encore et peut-être même les décider à se joindre à nous.

Pour le moment, le corps expéditionnaire anglo-français est déjà engagé contre les Bulgares et a remporté sur eux un premier et vif succès. Les Serbes, qui reculent lentement dans le Nord sous la poussée austro-allemande, semblent se maintenir assez fermement à l'est, où ils sont appuyés par les Français. Les Allemands et les Bulgares sont encore séparés par plus de cinquante kilomètres de terrain diffi-

cile où la résistance des Serbes paraît devoir être acharnée. On jugera de la puissance de leur défense par le fait qu'après trois semaines d'attaques, les Austro-Allemands n'ont pu avancer que de 40 kilomètres en Serbie.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

Contre les envahisseurs, les Serbes opposent une résistance héroïque. Ils ont dû céder du terrain en présence de forces supérieures austro-allemandes, mais ces dernières n'avancent que pas à pas, avec les plus grandes difficultés. Leurs efforts ne sont pas moins grands contre les Bulgares qui viennent cependant de s'emparer d'Uskub, mais qui, d'autre part, ont, à l'heure actuelle, à compter avec les troupes françaises. Ils viennent même d'éprouver la vaillance de nos soldats à Valandovo, où ils ont dû reculer, et à Demir-Kapou, dans la région de Stroumitza, où leur offensive a été brisée.

À Salonique, le débarquement des forces alliées continue et mercredi, à la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne, le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, répondant à une question, a déclaré que le contingent anglais coopère maintenant avec les Français sur la frontière gréco-serbe.

Sur le front occidental, en Champagne, la lutte a repris. Après nous être rendus maîtres, au début du mois, des hauteurs des Deux-Mamelles, nous avons enlevé, ces jours derniers, l'ouvrage de la Courtine qui a un très grand intérêt. Aussi l'ennemi a-t-il prononcé de vigoureuses contre-attaques qui ont complètement échoué.

Le roi d'Angleterre, accompagné du président de la République, vient de visiter les lignes françaises. Il leur a adressé des félicitations dont le général Joffre a donné connaissance dans l'ordre du jour suivant :

« Le commandant en chef est heureux de transmettre aux armées l'ordre du jour que Sa Majesté le roi d'Angleterre a bien voulu leur adresser à l'issue de sa visite sur le front français :

« Soldats de France, Je suis bien heureux d'avoir pu réaliser un désir qui me tenait au cœur depuis bien longtemps et de vous exprimer ma profonde admiration pour vos héroïques exploits, pour votre élan, ainsi que pour votre ténacité et vos magnifiques vertus militaires qui sont le fier héritage de l'armée française.

« Sous la direction brillante de votre éminent général en chef et de ses collaborateurs distingués — officiers, sous-officiers et soldats — vous avez bien mérité de votre chère patrie, qui vous sera éternellement reconnaissante de vos vaillants efforts pour la sauvegarder et la défendre.

« Mes armées sont bien fières de se battre à côté de vous et de vous avoir comme camarades. Puissent les liens qui nous unissent subsister et nos deux pays rester toujours intimement liés.

« Soldats, acceptez mes salutations les plus cordiales et les plus sincères. Je ne doute pas que vous ne meniez cette lutte gigantesque à une fin victorieuse, et je tiens, au nom de mes soldats et de mon pays, à vous exprimer mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs souhaits. »

« Le président de la République, qui accompagnait le roi d'Angleterre pendant son voyage, joint ses félicitations personnelles à celles qui sont adressées par Sa Majesté. »

Sous Dvinsk, Russes et Allemands luttent sans un moment de répit. Voici plusieurs jours que la bataille est engagée, et il est permis de croire que les nouveaux efforts de nos ennemis échoueront encore. En Volhynie, les Russes gagnent du terrain, aussi peut-on dire que leurs affaires ne vont pas mal sur tout leur front. Quant aux Italiens, ils accentuent leur avance sur la ligne du Carso et de l'Isonzo.

QUESTIONS DU JOUR

Création de Comités Régionaux d'Action Économique

On supposait, au commencement de la guerre, que les travaux culturels — en raison de la pénurie de la main-d'œuvre masculine, de la réquisition des bêtes de somme et des difficultés des transports ruraux — s'effectueraient dans des conditions désastreuses et que les récoltes de 1915 seraient très fortement déficitaires.

Grâce à l'énergie et au courage des femmes de la campagne, le mal a été moins grand qu'on pouvait le craindre, mais tout nous porte à croire qu'il n'en sera pas de même pour la deuxième année de guerre si les pouvoirs publics ne font pas, dans les centres agricoles, ce qu'il aurait fallu faire dès le lendemain de la mobilisation.

En effet, dans toutes les exploitations rurales, dont les chefs ont été appelés sous les drapeaux, ce sont les femmes qui ont remplacé les maris, les frères et les fils et qui, à l'aide de quelques vieillards et de quelques enfants, ont préparé les récoltes prochaines.

Malgré la bonne volonté de ces vaillantes créatures, les terres, faute d'engrais et de bras vigoureux, n'ont pu être préparées comme il l'aurait fallu, et leur rendement n'a pas toujours répondu aux efforts accomplis. D'où un certain découragement qui gagne nos campagnes et que la longueur de la guerre tend chaque jour à accentuer.

C'est ce que le groupe agricole du Sénat, réuni sous la présidence de M. Gomot, a très nettement exprimé en votant l'ordre du jour suivant :

« Le groupe constate que le nombre de terres restées sans culture va toujours grandissant et que beaucoup de cheptels sont vendus, que les femmes, les enfants et les vieillards ne peuvent plus suffire à la tâche. Il craint que si on ne prend pas des mesures énergiques en ce moment où les emblavures commencent, si on n'obtient pas de l'autorité militaire qu'elle rende au sol, ne fût-ce que pour quelques semaines, les agriculteurs disponibles dans les dépôts et dans les régiments territoriaux en les envoyant autant que possible sur leurs terres, on ne se trouve, l'an prochain, en face d'un péril alimentaire.

« Il appelle sur ces questions l'attention de M. le ministre de l'Agriculture. »

Quelles sont les mesures pratiques que l'on peut immédiatement prendre pour remédier à cette situation ? Et, avant tout, quelle est l'autorité qui doit intervenir ?

Nous abordons, ici, le côté le plus délicat du problème à résoudre, car sa solution dépend de plusieurs ministères à la fois.

Elle dépend d'abord du ministère de la Guerre, puisque les événements concentrent dans ses mains les forces vives du pays ; elle dépend ensuite du ministère de l'Intérieur, dont l'action — par les préfets, les sous-préfets et les maires — s'exerce jusque dans les plus petites communes ; du ministère de l'Agriculture, qui est le tuteur, le guide et le défenseur naturel de la grande et de la petite culture ; du ministère des Travaux publics, à cause des transports par voie ferrée ; du ministère des Finances pour les questions d'ordre fiscal..., et enfin du ministère du Commerce et de l'Industrie, car l'agriculture, qui est la principale de nos industries, commence et finit toujours par des opérations commerciales.

Malheureusement, ces divers compartiments de la puissance administrative sont, par principe, étrangers les uns aux autres, et nous les trouvons, le plus souvent, en opposition : à telle enseigne que leur intervention en faveur de l'agriculture,

de l'industrie et du commerce est invariablement négative... quand elle n'est pas manifestement hostile à leurs intérêts.

Nous venons de le constater pendant cette première année de guerre soit pour l'utilisation de la main-d'œuvre militaire qui n'a donné que de médiocres résultats, malgré le désir réel du ministre de la Guerre et du commandant en chef de venir en aide à l'agriculture ; soit pour l'emploi aux travaux agricoles des chevaux de cavalerie, d'artillerie, ou du train des équipages, momentanément inutilisés dans les dépôts et dans les cantonnements de l'arrière ; soit pour la question de l'achat et du transport des engrais, de la vente des produits récoltés, des conditions dans lesquelles l'exercice du droit de réquisition de l'intendance doit s'exercer, etc...

En temps normal, le cultivateur : propriétaire, fermier ou métayer, sait ce qu'il a à faire et à qui il doit s'adresser pour régler les multiples questions qui intéressent son exploitation, mais dans les conditions vraiment anormales que la guerre a fait naître, comment la pauvre femme, restée seule à la ferme, pourra-t-elle triompher des difficultés qui s'accumulent autour d'elle, si les pouvoirs publics, dans leur ensemble, ne lui facilitent point la tâche ?

Certes, M. Fernand David, ministre de l'Agriculture, s'efforce d'obtenir de ses collègues, et en particulier du ministre de la Guerre, tout ce qu'il peut pour faciliter les travaux agricoles, et le *Journal officiel* du 27 octobre publie, sous sa signature, une nouvelle circulaire précisant les conditions dans lesquelles des permissions spéciales vont être accordées :

« M. le ministre de la Guerre, dit M. Fernand David, a invité expressément les généraux commandants de région à porter à son maximum, jusqu'au 13 décembre, le concours prêté par l'armée à l'agriculture. Les animaux disponibles dans la zone de l'intérieur seront prêtés aux agriculteurs qui en feront la demande. »

Et le ministre demande ensuite aux préfets de porter leur attention en premier lieu sur les exploitations que la mobilisation a privées de leurs chefs. « Les autorités locales, dit-il, doivent également apporter un réconfort moral aux familles des mobilisés et particulièrement aux femmes qui ont courageusement assumé, depuis le début de la guerre, le soin d'organiser les travaux agricoles et d'en assurer l'exécution. »

L'intention est excellente, mais l'effort du ministre de l'Agriculture sera stérile s'il reste isolé, s'il n'est pas appuyé par l'action directe et permanente des autres ministères, et en particulier de celle des ministères de la Guerre et de l'Intérieur.

Pour obtenir ce résultat il faut immédiatement créer dans chaque département un *Comité d'action économique* qui groupera, sous la présidence du préfet, les représentants de tous les ministères intéressés, avec les délégués de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de la région, et qui aura pour mission de rechercher et d'appliquer, en parfaite connaissance de causes, les moyens pratiques de venir en aide aux petites exploitations rurales et, d'une manière plus générale, de faciliter la reprise de l'activité économique du pays.

En ce qui concerne spécialement l'agriculture, ce comité, rapprochant les autorités civiles et militaires des représentants autorisés de l'agriculture locale, fera cesser les divisions, les tiraillements, les malentendus et surtout les pertes de temps, qui se produisent malheureusement trop souvent entre ces autorités au grand détriment de tout le monde.

M. Joseph Thierry, sous-secrétaire d'Etat du Ravitaillement et de l'Intendance, ayant pu se rendre compte, dans l'exercice de ses délicates fonctions, des inconvénients du régime actuel, a pris lui-même, au nom du ministère de la Guerre, l'ini-

tiative de la création des *Comités d'action économique*.

Espérons que sa louable initiative recevra de tous les autres ministères un accueil favorable et qu'une solution, dont l'agriculture nationale devra être la première à profiter, interviendra bientôt.

EDMOND THÉRY.

La Question des Changes (1)

Un dernier mot sur la *Question des changes*. M. Maroni est visiblement gêné par l'argument que nous avons opposé à sa thèse dans notre article du 15 octobre. Pour éviter d'y répondre, il nous soupçonne très courtoisement de ne pas prendre nous-mêmes *nos subtilités* au sérieux. Nous craignons que cette impression ne résulte d'une lecture un peu hâtive ; en y regardant de plus près, notre confrère se serait probablement persuadé du contraire. Dans tous les cas, il aurait certainement vu que nous ne disions pas tout à fait ce qu'il nous fait dire dans le résumé qu'il donne de nos observations.

Nous avons écrit, en effet, que la pléthore monétaire produite par des envois d'or aux Etats-Unis déterminerait une hausse générale des prix des marchandises ; mais nous n'avons jamais pensé que cette hausse pût entraver les exportations américaines qui nous sont destinées, pour la raison bien simple que ces exportations répondent à des besoins d'alimentation et d'approvisionnement militaires difficilement compressibles. Nous sommes d'autant mieux persuadés que les Américains n'arriveront jamais à consommer eux-mêmes leur récolte de céréales et de coton, que nous sommes forcés de leur en acheter une grosse partie, n'ayant pas le moyen, actuellement, de nous adresser ailleurs. C'est là précisément le fait qui réduit la portée de la thèse soutenue par notre contradicteur. Les Etats-Unis ont, en quelque sorte, un *monopole de vente* et nous, nous avons une *obligation d'achat* ; deux causes de hausse des prix indéniées. Si nous y avions encore ajouté maladroitement la surabondance monétaire, sans y être obligés, nous aurions aggravé la hausse et travaillé contre nos intérêts.

On nous répond alors que « nous aurions eu certainement le temps d'emprunter tous les milliards dont nous aurons besoin avant que les Etats-Unis aient ressenti l'effet de la pléthore monétaire au point que nous redoutons ». C'est une affirmation et non une preuve. Nous persistons à croire que même pour les articles, comme le coton par exemple, à l'égard desquels nous conservons une certaine possibilité de discussion en ce qui concerne le prix, il est plus avantageux pour nous que les disponibilités en capitaux ne soient pas trop abondantes sur le marché de vente. C'est une vérité courante — et notre confrère ne l'ignore pas — qu'on est moins incité à vendre et partant plus exigeant sur le prix lorsque l'argent est abondant et bon marché. Les stocks flottants sont alors portés plus facilement ; on peut attendre. Il est possible que dans quelque temps, lorsque nos gros achats de céréales et de cotons seront effectués, notre intérêt soit différent. Il appartiendra alors « aux personnalités responsables » d'apprécier s'il est sage et opportun d'expérimenter le *système* de notre contradicteur.

Sur le principe même des exportations d'or, notre confrère nous reproche d'entretenir « le préjugé de l'opinion en ce qui concerne le rôle de l'encaisse comme garantie du billet de banque ». Il est peut-être seul à interpréter ainsi nos intentions : nous ne cherchons pas à entretenir le préjugé, nous constatons simplement qu'il existe. Nous ajoutons,

(1) Des nécessités de mise en pages ne nous ont pas permis de faire passer cet article la semaine dernière.

il est vrai, que ceux qui ont la charge de décider sont excusables d'en tenir compte, en attendant qu'on ait pu le corriger en éclairant l'opinion. M. Maroni est d'un avis contraire. Querelle de méthode, encore une fois ; sa manière n'est pas la nôtre. Il est partisan de vider les lieux, en se réservant de prévenir après coup le propriétaire et en préjugant de son assentiment ; nous pensons qu'il est plus raisonnable de nous mettre préalablement d'accord avec lui, quitte à discuter ses conventions.

Les Importations en Angleterre

Le succès de l'emprunt franco-anglais de 2 milliards et demi de francs aux Etats-Unis et les remarquables démonstrations amicales pour les nations alliées auxquelles se sont livrés les financiers américains au banquet offert à lord Reading et à ses collègues de la Commission financière franco-anglaise, ont complètement dissipé les doutes qui pouvaient encore subsister sur la possibilité, pour la France et la Grande-Bretagne, de continuer à importer cette année, sur une grande échelle, les marchandises que peut leur fournir le reste du monde. Par ces démonstrations, le peuple américain a témoigné de sa sympathie pour les Alliés et, ainsi qu'on le sait, la sympathie entre nations signifie : crédit. En outre, observe le *Statist* de Londres, le geste des Etats-Unis comporte avec lui de bien plus grandes conséquences que la seule obtention du crédit américain.

En la circonstance, en effet, le public américain a reconnu la parfaite sécurité que la Grande-Bretagne et la France sont capables d'offrir pour les emprunts quels qu'ils soient qui peuvent leur être consentis, et en ce faisant, il a servi d'exemple aux autres pays qui peuvent avoir à fournir aux Alliés, contre des titres, les marchandises dont ils auraient besoin, dans le cas où aucun autre moyen de paiement ne serait possible.

Vu la nécessité dans laquelle se trouvent les Alliés de concentrer leurs efforts sur la production pour la guerre, il est évident qu'ils ne peuvent exporter suffisamment de marchandises pour payer toutes celles qu'ils veulent importer, et que, à moins que les pays qui ont des marchandises à vendre ne soient disposés à accepter des paiements représentés en partie par des titres, les achats effectués dans ces pays se trouveraient réduits au seul montant que les Alliés seraient à même d'acquitter par d'autres moyens.

Jusqu'ici, les nations alliées ont payé les marchandises importées en excédent de celles qu'elles ont exportées, en utilisant les montants considérables de capitaux flottants qu'elles possédaient dans toutes les parties du monde, mais ces capitaux flottants ont beaucoup diminué, et la question était de savoir si les Alliés devaient restreindre leurs achats ou s'ils pouvaient offrir, par contre, des titres. La réponse que le peuple américain vient de donner en consentant l'emprunt franco-anglais est claire et nette. De même, l'accueil qui a été réservé à la Commission financière anglo-française. Et ce que les Etats-Unis viennent de faire, d'autres nations le feront certainement aussi, car elles reconnaîtront qu'il est préférable de vendre des marchandises contre paiements en titres, à des pays jouissant de revenus leur permettant d'effectuer, en temps normal, des placements atteignant environ 7 milliards et demi de francs par an, plutôt que de garder ces mêmes marchandises en magasin pendant un nombre indéfini d'années.

En fait donc, l'opération d'emprunt aux Etats-Unis signifie que les nations alliées peuvent compter pouvoir acheter partout dans le monde les marchandises qui peuvent leur être fournies, même

s'il ne leur était pas permis d'en payer effectivement la contrevalet avant la fin des hostilités.

Dans cet ordre d'idées, il est intéressant d'observer l'attitude prise par le Japon à l'égard des achats effectués chez lui par la Russie qui, actuellement, a quelques difficultés à exporter suffisamment en représentation de ses importations. Le Japon ne dispose pourtant pas d'un excédent de richesse qui lui permette d'effectuer des placements au dehors. Mais il est évident que si le peuple japonais est disposé — et il l'est — à travailler plus qu'en temps ordinaire, il s'efforcera de produire une grande quantité de marchandises destinées à l'exportation, et par ce moyen il pourra arriver à payer une grande partie des dettes qu'il a contractées dans les autres pays. Il faut se rappeler, d'autre part, que l'Australie a récemment procédé à une émission d'une certaine importance pour les besoins de la guerre, allégeant ainsi la Grande-Bretagne d'une partie de ses charges, et qu'en ce moment on prépare, au Canada, un emprunt intérieur qui permettra au peuple canadien de supporter, lui aussi, ses propres dépenses de guerre.

D'ailleurs, les achats de marchandises effectués au dehors à l'heure actuelle par la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Russie, tendent à favoriser tous les pays qui, jusqu'à présent, étaient nos débiteurs. Il est vrai que les jeunes nations, en temps normal, consacraient leurs augmentations de recettes à leur développement économique et qu'elles importaient, en outre, les montants considérables que leur avançaient la France et l'Angleterre. Mais, par suite de la guerre, ces nations ont vu l'immigration s'arrêter; elles pourront donc employer les capitaux qu'elles consacraient auparavant à l'installation des immigrants, en titres des pays alliés, ou en rachats de leurs propres valeurs détenues par la France et la Grande-Bretagne en si grandes quantités.

C'est ainsi que l'Angleterre détient près de 100 milliards de francs de titres coloniaux et étrangers. Or comme, avec la France, elle achète des marchandises non seulement aux Etats-Unis, mais encore au Canada, en Australie, en Argentine, etc., il doit lui être possible de revendre à ces pays leurs valeurs, ou de leur céder des titres semblables à ceux qui viennent d'être placés aux Etats-Unis. Et quelle que soit la méthode à adopter, il est certain qu'il n'y aura à vaincre aucune difficulté pour obtenir les crédits correspondants aux achats des marchandises nécessaires.

A ce propos, il est intéressant d'observer que, avant l'année en cours, la valeur nette des importations en Grande-Bretagne — déduction faite des réexportations — atteignait 16 milliards 475 millions de francs; pour 1915, en comprenant les achats du gouvernement, elle s'élèvera probablement à 22 milliards et demi de francs, et pour les douze mois allant du 1^{er} juillet au 30 juin 1916, elle s'établira, selon toute apparence, à 25 milliards de francs. Cependant, en septembre dernier, le montant des importations, après déduction des réexportations, ne s'est chiffré que par 1 milliard 568.225 francs, ce qui représenterait environ 18 milliards 750 millions pour l'année entière. Mais si l'on ajoute les importations pour le compte du gouvernement et les paiements au dehors, soit 500 millions par mois, on arrive à près de 25 milliards pour l'année.

De leur côté, les exportations, en septembre dernier, quoique plus élevées que pendant le même mois de 1914, n'ont été que de 807.500.000 francs, ce qui correspondrait, pour l'année entière, à près de 10 milliards de francs, au lieu de 13 milliards 250 millions, montant le plus élevé atteint jusqu'ici. Il s'ensuivrait alors, pour l'année, un excédent des importations sur les exportations de 15 milliards de francs. Il y a toutefois à tenir compte des intérêts, des frets des navires, etc., qui rentrent dans

le pays, et que l'on peut évaluer pour l'année entre 8 milliards 750 millions de francs et 10 milliards. Mais, par contre, il faut prendre en considération les larges crédits que la Grande-Bretagne accorde aux pays alliés, et que le chancelier de l'Echiquier a évalués à 10 milliards 575 millions de francs. Dans cette dernière somme figurent probablement quelques crédits afférents à l'exercice final précédent, mais le montant ne s'en élèvera pas moins, cette année, à 10 milliards de francs environ.

On est donc définitivement en présence d'un excédent d'importations de 5 milliards de francs et, de plus, d'une somme de 10 milliards de francs représentant les crédits aux Alliés et aux colonies. Mais, observe notre confrère anglais, l'excellent exemple donné par les Etats-Unis permet d'espérer et de prévoir qu'il sera aisé de couvrir le déficit de la balance commerciale par des ventes de titres de la Grande-Bretagne même, ou par des valeurs des pays dans lesquels les marchandises sont achetées. Et après la guerre, l'Angleterre sera à même de rembourser, en peu de temps, toutes les dettes qu'elle aura contractées au dehors.

Le *Statist* ajoute encore qu'au cours d'une interview à New-York, sir Edouard Holden, membre de la Commission financière, avait fait allusion à l'éventualité d'un autre Emprunt aux Etats-Unis au début de l'année prochaine.

Or, vu le succès de l'Emprunt conclu, et en raison aussi de la conviction qu'ont les financiers et le peuple américains que pour payer toutes les marchandises qui leur sont achetées il n'est pas d'autre méthode à employer, il est évident qu'un second Emprunt obtiendra un succès encore plus grand que le premier. Certes, il est toujours difficile pour un pays de modifier ses habitudes, et comme jusqu'à ce jour le peuple américain n'avait jamais songé qu'à placer son épargne chez lui, il paraissait difficile de l'amener à employer de gros capitaux au dehors. Mais, maintenant qu'il a accueilli si favorablement des valeurs qui lui donnent un intérêt attrayant, qui sont aussi la représentation d'une richesse illimitée et qui sont, par suite, revêtues d'une sécurité illimitée également, il est certainement prêt à souscrire encore toutes les sommes nécessaires pour permettre aux Gouvernements alliés en général, et à celui de la Grande-Bretagne en particulier, d'effectuer en Amérique tous les achats de marchandises dont ils auront besoin.

GEORGES BOURGAREL.

Compagnie Havraise Péninsulaire de Navigation à Vapeur

Au cours de l'année 1912, cette entreprise avait eu à se ressentir de diverses circonstances défavorables; elle dut subir, d'une part, la répercussion de la grève des inscrits maritimes et, d'autre part, les conséquences de la cessation du travail dans les charbonnages anglais qui l'obligèrent à acheter, pour assurer la bonne marche de ses services, du combustible de mauvaise qualité à des prix fort élevés. Toutefois le manque à gagner et l'aggravation des dépenses qui furent la conséquence de ces divers incidents, se trouvèrent plus que compensés par le renchérissement des frets notamment, et l'exercice se solda par un montant de bénéfices nets de 719.029 fr. 46, contre 420.760 fr. 07 en 1911. Aussi le dividende fut-il fixé à 35 francs par action, en augmentation de 10 francs sur les deux précédents.

Pendant l'année 1913, et bien qu'elle ait eu de nouveau à se ressentir un peu d'une grève des dockers du Havre, la Compagnie obtint des résultats encore plus satisfaisants qui se traduisirent par un bénéfice net de 952.317 fr. 72; ce bénéfice a permis une nouvelle augmentation du dividende qui s'éleva alors à 40 francs par action. Mais en

1914, après plusieurs mois qui s'écoulèrent paisiblement, sans qu'aucune modification importante se soit produite dans la marche générale de l'exploitation, la guerre vint modifier sensiblement l'état de choses existant jusqu'alors.

La *Compagnie Havraise Péninsulaire* exploite différentes lignes de navigation, ayant comme ports d'attache Le Havre ou Marseille, qui peuvent se diviser en trois groupes distincts: lignes de l'Océan Indien et de Madagascar; lignes de l'Océan Pacifique, du Chili et du Pérou; lignes d'Espagne, du Portugal, de l'Algérie et de la Tunisie. Or, au moment de l'ouverture des hostilités, presque tous ses navires se trouvaient en cours de voyage. La présence des croiseurs allemands dans les mers qu'ils fréquentaient, commandait des mesures de prudence, et le premier soin du conseil d'administration fut d'ordonner la mise à l'abri dans le port le plus proche de leur itinéraire de tous les navires de sa flotte. La situation s'étant un peu éclaircie, il fit reprendre leur voyage interrompu à ses navires, après les avoir assurés contre les risques de guerre, et il eut la satisfaction de revoir tous ses steamers à leur port d'attache, indemnes de toutes avaries.

La Compagnie eut alors à traverser une période en quelque sorte suspensive de toute activité. En France, les affaires étaient paralysées par suite de l'arrêt des transports commerciaux par chemins de fer, du moratorium et de la mobilisation générale. Dans les colonies, qui fournissent à ses navires leur aliment de retour, les mêmes causes produisaient tout naturellement les mêmes effets. Cependant peu à peu, sous l'empire des nécessités économiques et notamment après l'heureuse victoire de la Marne, un certain réveil se manifestait, et à l'assemblée générale annuelle qui eut lieu le 24 juin dernier, le conseil d'administration se trouvait à même de déclarer que bien que la situation fût encore loin d'être normale, la Compagnie avait pu reprendre tout au moins son service sur sa grande ligne de l'Océan indien. Elle a été amenée, par contre, à supprimer temporairement, à cause du manque de fret à la sortie, son service sur l'Algérie ainsi que celui qu'elle assurait, de concert avec ses amis Lamport et Holt, sur les mers du Sud. Les navires rendus ainsi disponibles ont été, en partie, loués en « time-charter » à des conditions avantageuses pour elle, et d'autres réquisitionnés par le gouvernement français à des conditions encore à débattre.

En résumé, et malgré la période difficile et troublée que nous traversons, la *Compagnie Havraise* a obtenu, durant l'exercice 1914, des résultats qui, vu les circonstances présentes, peuvent être considérés comme très satisfaisants. Ces résultats se comparent ainsi, toutes proportions gardées naturellement, avec ceux de l'exercice précédent:

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

	Exercices	
	1913	1914
	(En francs)	
Recettes totales.....	9.885.095 84	8.667.940 95
Moins : Dépenses.....	7.620.339 52	7.014.630 18
	2.264.756 32	1.653.310 77
Frais généraux.....	113.894 26	116.133 35
	2.150.862 06	1.537.177 42
Amortissements à déduire :		
Matériel naval.....	744.512 98	764.512 98
Amortissement supplémentaire..	446.707 84	» »
Matériel fixe et mobilier.....	7.323 52	1.838 57
	1.198.544 34	766.351 55
Bénéfice nets.....	952.317 72	770.825 87
Plus : Report précédent.....	71.570 16	53.656 11
Bénéfices disponibles.....	1.023.887 88	824.481 98

Exercices

	Exercices	
	1913	1914
	(En francs)	
Dividende de 40 francs.....	400.000 »	400.000 »
Fonds de prévoyance.....	500.000 »	350.000 »
Tantièmes du Conseil d'administration.....	70.231 77	52.082 58
Report à nouveau.....	53.656 11	22.399 40
Sommes égales.....	1.023.887 88	824.481 98

Le dividende de 1914 est donc resté fixé à son niveau précédent de 40 francs par action.

Pour les dix derniers exercices, les résultats obtenus par la *Compagnie Havraise Péninsulaire* se résument ainsi :

Exercices	Recettes brutes	Dépenses	Amortissements	Bénéfices nets	Dividendes
1905.....	7.756	6.903	638	215	20
1906.....	7.950	7.144	581	213	20
1907.....	7.824	7.024	588	211	20
1908.....	8.223	7.126	770	207	20
1909.....	8.036	7.043	665	208	20
1910.....	8.336	6.986	819	417	25
1911.....	8.652	7.235	885	421	25
1912.....	9.713	7.333	1.150	719	35
1913.....	9.885	7.620	1.198	952	40
1914.....	8.668	7.015	766	771	40

Pour l'année 1914, les amortissements ont été diminués de 432.192 fr. 79, mais la situation de l'entreprise n'en reste pas moins bonne. Les immobilisations sont amorties pour plus de la moitié de leur valeur (8.319.954 fr. 25 sur 15.466.353 fr. 91); l'emprunt à court terme de 2.675.000 francs, que la Compagnie avait contracté en 1905, était complètement remboursé en 1913, et pour un capital-actions de 5 millions de francs, on trouve comme réserves diverses, — réserve statutaire, fonds de prévoyance, fonds d'assurance, report à nouveau, — un montant de 3.250.638 fr. 01.

Au 31 décembre 1914, en dehors du « Condé » en construction, la flotte de la Compagnie se composait de treize steamers d'une jauge brute totale de 58.144 tonneaux, dont la « Ville-de-Mostaganem », achetée en 1913. Les douze autres steamers ont été construits, à savoir : 1 en 1898; 1 en 1900; 1 en 1901; 3 en 1903; 1 en 1907; 1 en 1908; 2 en 1911, et 2 en 1912.

Nous avons dit plus haut qu'une partie de la flotte de la Compagnie avait été réquisitionnée par le gouvernement français. Le conseil d'administration a le ferme espoir que ce dernier traitera ses armateurs sur des bases identiques à celles pratiquées par le gouvernement anglais; il espère aussi qu'après une paix glorieuse, bien due au courage de notre vaillante armée de terre et de mer, et au savoir de ses chefs éminents, l'industrie de l'armement français reverra son ancienne prospérité, et que la *Compagnie Havraise Péninsulaire* y contribuera pour une large part.

A. LECHENET.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Le seul but à envisager ! — Lorsque, après avoir violé le territoire belge, nos ennemis se ruèrent sur notre pays, ils ne se doutaient pas de tout ce dont nous étions capables, comme courage, comme ténacité, comme persévérance. Ce qu'ils n'ignoraient pas, par contre, c'était la richesse de la France. Eh bien, de cette richesse, nous devons leur donner une idée plus complète encore. Nous

avons déjà avancé des milliards à la nation. Avancions-en encore, avançons-en toujours, et en souscrivant des *Bons* et des *Obligations de la Défense Nationale* préparons les armes de la victoire finale. C'est le seul but que nous ayons à envisager ; c'est vers lui seul que doit nous pousser notre amour de la patrie.

Nul besoin de revenir aujourd'hui sur les avantages qu'offrent ces deux catégories de valeurs. Bornons-nous à dire que jusqu'à la fin de ce mois les *Obligations* sont délivrées à 95 fr. 05.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	21 octobre 1915	28 octobre 1915
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4.692.674.062	4.729.978.619
Argent.....	363.291.904	363.246.179
	5.055.965.966	5.093.224.798
Disponibilité à l'étranger.....	1.029.787.203	1.615.183.290
Effets échus hier à recevoir à ce jour	368.599	379.975
Portefeuille Paris	87.115.757	94.398.885
Effets Etranger.....	1.469.834	1.279.498
Effets du Trésor	51.443	77.651
Portefeuilles des succursales.....	179.658.987	184.513.840
Effets prorogés } Paris.....	942.204.353	932.352.706
} Succursales.....	988.750.017	984.010.305
Avances sur lingots à Paris.....	4.290.000	4.290.000
Avances sur lingots dans les succursales.....		
Avances sur titres à Paris.....	162.620.897	161.536.538
Avances sur titres dans les succursales.....	408.501.419	402.144.491
Avances à l'Etat.....	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	6.900.000.000	6.900.000.000
Avances temporaires au Trésor public	1.269.150	1.269.150
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers.....	535.000.000	540.000.000
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	100.072.399	100.072.399
Rentes immobilisées.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	46.012.611	46.019.185
Depenses d'administration de la Banque et des succursales.....	5.809.215	6.932.893
Emploi de la réserve spéciale.....	8.407.092	8.407.092
Divers.....	354.638.457	350.067.975
Total.....	17.124.104.161	17.143.141.145
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Réserves } Loi du 17 mai 1834.....	10.000.000	10.000.000
} Ex-banques département. mobilières } Loi du 9 juin 1857.....	2.980.750	2.980.750
} Réserve immobilière de la Banque.....	9.125.000	9.125.000
} Réserve spéciale.....	4.000.000	4.000.000
Billets au porteur en circulation.....	13.831.993.620	13.867.554.340
Arrangements de valeurs déposées.....	37.550.251	33.249.465
Billets à ordre et récépissés.....	9.841.180	10.613.693
Compte courant du Trésor, créateur.....	52.594.291	38.450.783
Comptes courants de Paris.....	1.850.153.500	1.824.519.824
Comptes courants dans les succursales.....	723.873.930	721.353.316
Dividendes à payer.....	3.790.245	5.584.845
Escompte et intérêts divers.....	28.667.922	30.962.397
Réescompte du dernier semestre.....	3.123.016	3.123.016
Divers.....	327.112.311	324.278.570
Total.....	17.124.104.161	17.143.141.145

Comparaison avec les années précédentes

	2 nov. 1911	31 octob. 1912	30 octob. 1913	30 juillet 1914	28 octob. 1915
Circulation.....	5.493.6	6.655.1	5.805.7	6.683.2	13.867.5
Encaisse or.....	3.144.2	3.226.2	3.473.9	4.141.3	4.729.9
— argent.....	789.7	751.3	636.5	625.3	363.2
Portefeuille.....	1.713.9	1.934.1	1.695.7	2.444.2	2.197.0
Avances aux partic. à l'Etat.....	672.2	688.6	721.1	743.8	567.9
Compt. cour. Trésor.....	358.0	307.5	341.7	382.6	38.4
— partic.....	375.1	753.0	646.1	947.6	2.545.8
Taux d'escompte.....	3 0/0	4 0/0	4 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0

Les caisses d'épargne. — Le bureau de la conférence générale des caisses d'épargne de France s'est réuni à la Caisse d'épargne de Paris, sous la présidence du baron Cerise, pour examiner la situation faite à ces établissements par suite de la guerre.

Des discussions très étendues ont eu lieu sur l'augmentation du maximum des dépôts, l'appli-

cation de la clause de sauvegarde, l'élévation du taux de l'intérêt, la mobilisation des caissiers de caisses d'épargne.

A cette réunion, la commission supérieure des caisses d'épargne était représentée par MM. le baron Cerise, vice-président de la caisse de Paris ; Lucien Cornet, sénateur, président de la caisse de Sens ; Derivaud, président de la caisse de Bordeaux ; Quero, président de la caisse de Versailles ; Maublanc, président de la caisse de Nantes, et Couprie, président de la caisse de Villefranche-sur-Saône.

M. Rozey, président de la caisse de Reims, a fait un rapport sur le fonctionnement des caisses de l'Est et du Nord depuis le commencement de la guerre.

M. Couprie a fait des communications relatives au projet de loi concernant la déclaration des biens appartenant aux sujets ennemis et sur les livrets conditionnels et la capacité juridique des jeunes soldats.

M. Derivaud a donné des renseignements fort intéressants sur la vie et l'action des caisses d'épargne allemandes pendant la première année de guerre et a fait un parallèle avec les caisses d'épargne françaises pendant la même période.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 27 octobre, s'établit comme suit :

	Departement d'émission	Liv. sterl.
Billets émis.....	74.524.000	
Dette de l'Etat.....	41.015.400	
Autres garanties.....	7.434.900	
Or monnayé et en lingots.....	56.074.000	
	74.524.000	
Departement de Banque		
Capital social.....	14.352.000	
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....	39.886.000	
Dépôts divers.....	99.671.000	
Traites à 7 jours et diverses.....	30.000	
Solde en excédent.....	3.208.000	
	157.347.000	
Garanties en valeurs d'Etat.....	48.896.000	
Autres garanties.....	96.565.000	
Billets en réserve.....	41.729.000	
Or et argent monnayé en réserve.....	157.000	
	157.347.000	

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20.40	6 %
8 sept. 1915	67.480	31.791	215.530	179.648	54.139	25.12	5 %
15 —	63.738	31.515	211.743	179.374	50.673	23.92	»
22 —	62.900	31.622	198.384	166.990	49.728	25.06	»
29 —	62.009	32.800	192.930	163.602	47.659	24.70	»
6 octobre	61.250	32.877	179.682	150.552	46.823	26.06	»
13 —	59.956	32.561	168.767	140.667	45.845	27.16	»
20 —	58.885	32.573	144.509	117.514	44.762	30.97	»
27 —	56.231	32.795	139.557	115.461	41.886	30.01	»

Les exportations interdites. — Depuis le 20 courant, aucun coton, ni cotonnade, ni produit de coton (sauf les broderies de coton et les déchets de coton) ne peuvent être exportés des Iles Britanniques, excepté en Espagne, au Portugal et dans les pays alliés.

Les produits de coton ne peuvent pas être envoyés en Russie par la Baltique.

Sont portés sur la liste des exportations prohibées les cokes et les charbons de toutes sortes, sauf les charbons pour soutes pour lesquels les autorités donneraient la permission.

Est également prohibée l'exportation des meules de grès, des roues en émeri et de papier émeri dit carborundum, ainsi que l'exportation des minerais, des tôles et feuilles de tôle de moins de 1/8 de pouce d'épaisseur, des fourrures brutes ou apprêtées.

Ne peuvent être exportés qu'à destination des possessions britanniques les boussoles des navires et portions de boussoles, y compris les accessoires tels que compas de route, le crin de toute nature, les sabots, les clous et les fils de crin, fils de cuivre destinés à l'énergie électrique, les câbles et les fils de lumière électrique, les fils préparés pour éviter la déperdition électrique.

Est interdite absolument l'exportation de platine, d'éther acétique et du chlorure de carbone.

Les constructions maritimes. — Du rapport du *Lloyd's Register of Shipping* pour l'exercice 1914-1915, il ressort que la guerre n'a pas été sans causer certains préjudices dans les constructions maritimes de la Grande-Bretagne. — C'est ainsi que les constructions pour la marine marchande ont de beaucoup diminué : elles sont presque toujours retardées et souvent même arrêtées par suite de l'utilisation de toutes les ressources et de la mobilisation de la majeure partie de la main-d'œuvre pour la marine de guerre.

Il en est de même pour toutes les nations belligérantes, mais par contre l'industrie maritime des autres pays neutres : Etats-Unis, Japon, Hollande et pays scandinaves, en a largement profité et s'est développée dans de très fortes proportions. Ce sont les Etats-Unis qui dénotent la plus grande activité et l'exercice 1914-1915 a été celui pendant lequel le nombre des bâtiments construits ou en construction a dépassé de beaucoup les années les plus fortes.

Pendant l'année finissant le 30 juin 1915, des contrats ont été passés, en Angleterre, pour la construction de 753 navires représentant 1.715.500 tonneaux, contre 749 bâtiments, représentant 1.650.000 tonneaux pendant l'exercice précédent 1913-1914. — Le nombre des bateaux actuellement terminés et classés dans le *Lloyd's Register* pendant le dernier exercice 1914-1915, s'élève à 571 navires, représentant 1.295.623 tonneaux, dont 536 étaient des vapeurs ou des navires à moteurs pour un tonnage de 1.289.827 tonneaux et 35 des bateaux à voiles représentant 5.796 tonneaux.

De ce total de 1.295.623 tonneaux, 864.247 tonneaux, ou 67 %, ont été construits pour l'Empire britannique (Grande-Bretagne, 844.184 tonneaux, et colonies anglaises, 20.063 tonneaux) et 431.376 tonneaux, ou 33 %, pour les autres pays.

RUSSIE

Nouveau moratorium en Russie. — Les derniers événements militaires qui se sont déroulés en Russie depuis le début de l'offensive allemande jusqu'à son arrêt, ont nécessité de la part du ministère des Finances la promulgation d'un ukase impérial qui introduit le moratorium pour les lettres de change délivrées jusqu'au 10/23 juillet 1915 et payables, après cette date et jusqu'au 10/23 janvier 1916, dans les gouvernements de Vilna, Grodno, Kovno, Courlande, Livonie, Minsk et une partie des gouvernements de Volhynie et de Podolie.

Le gouvernement russe s'est toujours montré très réservé dans l'application de moratoria. Ainsi, au début de la guerre, il créa un moratorium, actuellement entièrement liquidé, qui fut appliqué à une importante partie de l'Empire, mais seulement pour les lettres de change.

Ce moratorium primitif n'étant pas suffisant

pour les régions avoisinant le théâtre de la guerre, le gouvernement introduisit pour la Pologne, en octobre 1914, un moratorium plus large, s'appliquant non seulement aux lettres de change, mais à toutes les obligations en général. Il fut plusieurs fois prorogé et la situation militaire actuelle n'a pas encore permis de le lever.

Lors de la ruée allemande en Pologne et en Courlande, le gouvernement décida de créer un moratorium individuel par la promulgation, en avril 1915, d'une loi qui rendait inutile l'existence d'un moratorium général. Cette loi donnait aux tribunaux et aux autorités judiciaires le droit de proroger les obligations de toutes sortes.

Quant à l'application du nouveau moratorium pour les huit gouvernements déjà énumérés, il a été rendu nécessaire par la situation des localités non occupées, mais évacuées, et où le fonctionnement normal des tribunaux et l'application de la loi d'avril 1915 ne sont pas possibles.

Bilan de la Banque Impériale de Russie. — Le dernier bilan de la Banque Impériale de Russie, arrêté au 8/21 octobre, se compare ainsi avec le précédent :

	Bilans aux	
	1/14 octobre 1915	8/21 octobre 1915
Actif :		
(Millions de roubles)		
Or (lingots, monnaies et bons de l'administration des Mines).....	1.505	1.506
Or à l'étranger.....	47	37
Billon d'argent et de cuivre.....	18	19
Effets escomptés.....	440	435
Bons du Trésor à court terme.....	2.653	2.803
Prêts sur titres.....	718	655
— sur marchandises.....	84	91
— aux institutions de crédit populaire.....	111	110
— agricoles.....	23	23
— industriels.....	10	10
— aux Monts de Piété.....	18	18
Effets protestés.....	6	6
Titres appartenant à la Banque.....	148	160
Divers.....	151	150
Solde du compte des succursales.....	430	484
Total.....	6.442	6.597
Passif :		
Billets de banque émis, sauf ceux en caisse de la Banque (1).....	4.893	4.990
Capital.....	55	55
Dépôts.....	28	28
Comptes courants du Trésor.....	203	208
— spéciaux et consignations.....	358	359
— courants des particuliers.....	740	782
Mandats non acquittés.....	28	27
Intérêts sur les opérations de l'exercice.....	101	100
Sommes transitoires et divers.....	36	38
Total.....	6.442	6.597

(1) Les billets en caisse s'élevaient, au 1/14 octobre, à 77 millions de roubles, et au 8/21 octobre, à 79 millions.

La situation financière. — Un ukase impérial en date du 24 octobre autorise le ministre des Finances à effectuer sur les marchés étrangers, au moyen de l'escompte des obligations à court terme du Trésor russe en France et en Angleterre, des opérations de crédit pour une somme totale de 5 milliards et demi de roubles.

Ceci résulte en partie de l'accord survenu entre MM. Bark, Ribot et Mac Kenna, lors du récent voyage du ministre des Finances russe en France et en Angleterre. Il examina alors toutes les questions de crédit touchant les ressources nécessaires pour le paiement de toutes les commandes militaires et de toutes les marchandises destinées à la défense nationale de l'Empire russe.

Quant aux ressources nécessaires aux commerçants russes qui se fournissent à l'étranger de produits n'ayant pas trait à la défense nationale, elles seront fournies par des banques anglaises ayant à leur tête la Banque d'Angleterre ; c'est de

cette façon que seront payées les commandes russes aux Etats-Unis. Cette opération sera en relation directe avec les ouvertures de crédit des pays alliés aux Etats-Unis.

D'autre part, M. Bark, ministre des Finances, a reçu les représentants de la presse et leur a exposé les projets du gouvernement pour trouver d'autres ressources.

Il leur a dit que tout le système fiscal russe serait réformé sur la base de l'impôt sur le revenu dont le projet, déjà approuvé par la Douma, est sur le bureau du Conseil de l'Empire. Le gouvernement élabore également un projet de monopole sur le thé, le sucre et les allumettes.

Tout prochainement, le ministre prendra une décision sur la question du nouvel emprunt intérieur 6 % dont les conditions seront exceptionnellement avantageuses pour les souscripteurs.

Le ministre a constaté que le marché financier russe abonde, en ce moment, en ressources libres et en a donné comme preuve le communiqué officiel signalant que le total des dépôts et comptes courants dans les banques privées atteignait la somme extraordinaire de 4 milliards de roubles; que l'accroissement des dépôts, dans la période de septembre 1914 à septembre 1915, a été de 700 millions et enfin que l'accroissement mensuel des dépôts dans les caisses d'épargne de l'Etat est de 50 millions de roubles.

ITALIE

Emission de Bons du Trésor. — La *Gazzetta Ufficiale* a publié, le 22 courant, un décret de la Lieutenantie générale concernant l'émission de 300 millions en Bons du Trésor ordinaires (circulation spéciale) en paiement des sommes dues pour acquisitions et approvisionnements nécessaires aux administrations de la guerre et de la marine.

Les nouveaux impôts de guerre. — La *Gazzetta Ufficiale* a publié, le 20 courant, les nouvelles taxes établies par le gouvernement pour la durée de la guerre. Ces taxes portent :

1° Sur les exemptions du service militaire : les exemptés, sauf les indigents, les inhabiles à tout travail et les réformés à cause du service, seront soumis à un impôt annuel de 6 lire augmenté d'une contribution supplémentaire depuis 6 lire jusqu'à 3.000 lire pour les individus ayant un revenu annuel compris entre 1.000 lire et 200.000 lire ou plus ;

2° Sur les revenus des administrateurs des sociétés anonymes ou en commandite par actions. L'impôt frappe lesdits revenus depuis 5 % pour les revenus jusqu'à 2.500 lire, jusqu'à 20 % pour les revenus au-dessus de 40.000 lire ;

3° Remaniement des taxes sur les transactions, du droit de timbre pour les actes, quittances, effets, chèques, livres de commerce, du droit d'enregistrement, des taxes hypothécaires, de la permission de porter un revolver, des taxes sur les concessions gouvernementales, des taxes sur les billets, les cinématographes ;

4° Remaniement du tarif des droits du cadastre ;

5° Taxes postales, télégraphiques : on impose une taxe annuelle de 6 lire pour chaque abonnement, un droit fixe de 10 centimes pour chaque dépêche, un droit fixe de 5 centimes pour chaque envoi adressé de l'intérieur du royaume poste restante.

D'après les évaluations des journaux italiens, ces taxes devraient produire annuellement environ 60 millions de lire. La presse déclare aussi que l'on a vu avec plaisir que le gouvernement n'a pas accepté la campagne menée par le professeur Einaudi afin de faire taxer les bénéfices de guerre comme on l'a fait en Angleterre.

De nombreuses fabriques italiennes travaillent en plein par suite de la guerre, mais elles ne réalisent pas des bénéfices excessifs. C'est, ajoute-t-on, ce qui sera prouvé au cours des prochaines assem-

blées des actionnaires qui auront lieu dans cinq ou six mois.

La flotte transatlantique italienne pendant la guerre mondiale. — Notre confrère de Rome, *l'Italie*, observe que les nouvelles officielles relatives au mouvement du port de New-York, au cours de la première année de guerre, ne manquent pas d'intérêt, même pour l'Italie.

Du 1^{er} août 1914 au 31 juillet 1915, 5.234 navires sont arrivés dans le grand port américain. Du 1^{er} août 1913 au 31 juillet 1914, il n'en était venu que 4.778. L'augmentation est de 456 navires.

Toutefois le tonnage total a diminué par le fait de l'absence totale de la flotte commerciale allemande et du retrait de plusieurs grands vapeurs anglais et français réquisitionnés par leurs gouvernements respectifs.

L'augmentation du nombre des navires se décompose comme suit : américains, 480 ; norvégiens, suédois et danois, 317 ; hollandais, 171 ; italiens, 71, etc.

Ce dernier chiffre est très remarquable. Il démontre l'activité toujours croissante des compagnies de navigation italiennes et de commerce maritime de la péninsule.

Les navires en diminution sont les anglais (différence en moins, 142), les français (différence en moins, 71) et surtout les allemands (différence en moins, 564).

Pendant toute l'année précédente, les navires allemands arrivés à New-York avaient été au nombre de 580. Du 1^{er} août 1914 au 31 juillet 1915, il n'en est plus arrivé que 16, et encore sont-ils venus tous au cours de la première semaine de la guerre européenne.

La production vinicole de 1915. — Des derniers renseignements reçus de Rome, il résulte que la récolte des raisins à vin est de beaucoup inférieure à celle des deux précédentes et de la moyenne quinquennale 1909-1913 : 38.200.000 quintaux en 1915, contre 68.084.000 en 1914, 79.992.000 en 1913 et 70.967.000 pendant la période 1909-1913.

Les ravages du mildew se sont également fait beaucoup sentir dans la péninsule ; aussi la récolte du vin, évaluée à 24 millions d'hectolitres contre 43 millions en 1914 et 52 millions en 1913, est-elle annoncée comme de qualité plutôt médiocre, alors qu'en France, malgré une récolte fortement déficitaire, les vins sont à la fois de bonne venue, forts en couleur et généralement supérieurs en degré à ceux de l'année dernière.

Les principales régions productrices sont les suivantes d'après les prévisions du *Vinicolo* : l'Emilie avec 6.600.000 quintaux de raisins ; la Vénétie, 5.050.000 ; la Sicile, 5.000.000 ; le Piémont, 4.400.000 ; la Campanie, 3.500.000 ; la Toscane, 3.200.000 ; la Lombardie, 2.350.000 ; les Pouilles, 1.850.000 ; le Latium, 1.400.000 ; les Marches, 1.200.000 ; les Abruzzes, 1.100.000 quintaux.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 23 octobre, accuse, sur celui du 15 octobre, les variations suivantes :

	15 octobre	23 octobre	Comparaison
	(En millions de marks)		
Encaisse or.....	2.426	2.427	+ 1
— argent.....	36	40	+ 4
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	831	1.125	+ 294
Portefeuille d'es-compte.....	4.390	3.923	- 467
Avances.....	14	15	+ 1
Portefeuille titres....	37	36	- 1
Circulation.....	5.777	5.675	- 102
Dépôts.....	1.678	1.620	- 58

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (t)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
1914								
31 juillet..	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 % (31 juil.)
7 août ..	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 (3 août)
1915								
31 août...	2.410	45	211	5.564	1.736	4.942	15	5
7 sept...	2.414	43	250	5.560	1.968	5.067	13	"
15 — ...	2.414	43	206	5.571	2.009	5.152	14	"
23 — ...	2.415	42	184	5.549	2.249	5.327	12	"
30 — ...	2.419	37	885	6.158	4.416	7.471	13	"
7 octobre	2.423	36	888	5.878	1.615	4.376	14	"
15 — ...	2.426	36	831	5.777	1.678	4.390	14	"
23 — ...	2.427	40	1.125	5.675	1.620	3.923	15	"

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Le troisième Emprunt de guerre. — Dans une étude intitulée : « A travers l'Angleterre, la Hollande et l'Allemagne », un rédacteur de la *Gazette de Lausanne* écrivait récemment, en parlant de ce dernier pays :

« J'ai étudié la façon dont l'Allemagne a fait son troisième emprunt et avant qu'il fût signé complètement j'ai pu donner mon pronostic en fixant à peu près à 13 milliards de marks l'emprunt. Je ne me suis pas trompé de beaucoup, mais l'intéressant est de connaître la façon dont on a emprunté tout cet argent.

« En premier lieu, je dois démentir les personnes qui prétendent que les 12 milliards ont été versés tout en argent. C'est archi-faux. Même un démenti officiel n'y changerait rien. Mais l'extraordinaire, c'est que ce troisième emprunt a mieux réussi que les précédents. Le deuxième n'a pas dépassé 9 milliards et celui-ci dépasse les 12 milliards de marks, soit donc presque 16 milliards de francs. Un tel chiffre est fait pour surprendre à première vue, mais il faut tenir compte des moyens employés par les pouvoirs publics pour arracher aux plus pauvres gens le peu qu'ils possèdent.

« Des conférenciers bien dressés ont été envoyés partout, spécialement dans les petits villages, où les réunions ont été annoncées à l'avance par des affiches. La population s'y rendait comme à un passe-temps, mais elle était bientôt subjuguée par les arguments des orateurs, dont la leçon officielle, bien apprise, établissait le bon droit incontestable de l'Allemagne, traîtreusement attaquée par les vilains alliés, et mettait en relief les profits infinis que le peuple allemand tout entier tirerait de son juste triomphe. La conclusion de ces discours était toujours la même : « Prêtez tout votre argent ». Et pour achever d'entraîner les hésitants, les conférenciers les enfermaient dans ce redoutable dilemme : « Si vous souscrivez à l'emprunt, c'est la victoire et, ensuite, la fortune pour tous ; si vous ne souscrivez pas, l'Allemagne ne peut continuer la lutte, c'est la défaite faute de ressources, et, avec la défaite, la perte de vos biens. »

« Et chacun de mettre la main à la poche. Grâce à cette campagne, de grosses sommes ont été ramassées, là où pour les deux premiers emprunts on n'en avait recueilli que d'insignifiantes.

« A ceux qui avaient des épargnes, en banque, des titres d'Etat, etc... ou des titres des précédents emprunts, on offrait des avances de 70 à 90 %, à la condition que cette avance servit à souscrire au troisième emprunt. En réalité, il ne s'agit là que d'une simple conversion. L'Etat ne touche pas un pfennig, mais il profite de ces souscriptions pour émettre des billets de banque représentant leur montant.

On n'a pas oublié les fonctionnaires et les employés des administrations. On leur avance de trois à six mois et davantage de traitement pour leur permettre de souscrire à l'emprunt national ; ils n'auront à rembourser leurs avances qu'après la guerre, dans un délai d'un an à cinq ans. A Dusseldorf, un propriétaire d'une grande maison de commerce a mis ses employés « intéressés » en demeure de placer en titres d'emprunt la totalité des économies qu'ils avaient déposées dans la maison.

« Il resterait à calculer ce que représente, en réalité, un emprunt souscrit dans des conditions aussi singulières. Une grande partie n'est signée que sur « avance ». Prenons la proportion du second emprunt pour lequel 6 milliards sur 9 ont été signés sur avances. Ce sont des morceaux de papier qui en remplacent d'autres. Mais où est l'argent ? C'est l'émission à jet continu de billets sans garantie. Les machines à fabriquer les billets de banque doivent donc travailler jour et nuit, et il est même étonnant que l'on n'ait pas encore distribué des croix de fer à ces ouvriers, puisqu'ils travaillent également pour la défense du pays. Sans eux, l'Allemagne serait depuis longtemps dans le marasme. »

La crise alimentaire. — La presse allemande a reproduit, ces temps derniers, l'appel suivant signé par les autorités municipales et le Comité de guerre des médecins de Munich :

« ...Nous avons réussi jusque-là à faire avorter le plan d'affaînement de nos ennemis, et à aborder la nouvelle année agricole avec de notables stocks de céréales. Mais les efforts de nos ennemis se prolongent et se renouvellent dans le même but et nous devons les laisser tourner à leur honte. Répétons : tenir ! Nous devons procéder à une *limitation prudente de notre consommation de tous les objets d'alimentation* ; nous ne devons consommer que le nécessaire, ne rien gaspiller et ne rien laisser perdre, utiliser tous les dons de la terre, les fruits des champs et des forêts. Nous devons aussi consommer ce que nous avons en quantité excessive et épargner ce dont nous disposons en quantité réduite. Le troupeau de bétail et de porcs a été ces derniers mois considérablement réduit : une certaine restriction de la consommation de viande est indiquée... C'est un devoir patriotique de ne pas renchérir par des moyens artificiels les denrées nécessaires à l'alimentation du peuple. Quiconque agit ainsi se rend coupable d'un crime contre le pays aussi grave que la trahison.

« Les soussignés se sont engagés à ne consommer tous les objets d'alimentation que dans la mesure nécessaire à l'entretien de leur santé, à limiter leur consommation de viande et à n'en pas manger du tout soit deux jours par semaine, soit à quatre repas principaux. »

Cet appel prouve que l'Allemagne, après avoir affirmé que la crise alimentaire était résolue, se trouve en présence de problèmes troublants. D'ailleurs, le *Berliner Tageblatt* vient d'annoncer qu'une ordonnance du Conseil fédéral relative à deux jours sans viande pour toute l'Allemagne va paraître ; elle interdira pendant deux jours par semaine l'achat de viande ou de graisse ; les boucheries et les charcuteries ne devront exposer aucune viande ou saucisse d'aucune sorte ces jours-là.

Pendant deux autres jours de la semaine, il sera interdit, dans tous les hôtels, restaurants, pensions ou cafés, de rôti ou de cuire quoi que ce soit à la graisse.

Pendant tout un autre jour, c'est-à-dire pendant un cinquième jour, il sera interdit de vendre de la viande de porc. Le beurre et les graisses artificielles rentrent dans la catégorie des condiments interdits pendant les jours sans graisse.

En complément de ce qui précède, notons que la commission générale des syndicats et le comité di-

recteur du parti socialiste ont fait parvenir récemment au chancelier une longue adresse de laquelle nous extrayons les passages suivants :

« Les soussignés saisissent à nouveau l'occasion d'attirer l'attention de Votre Excellence sur la hausse des prix qui devient insupportable. Notre peuple se trouve en face d'un danger sérieux ; c'est un devoir essentiel de la politique intérieure de l'écartier. Aux nombreux sacrifices que le peuple allemand consent aujourd'hui, il faut joindre les conditions économiques qui lui sont dictées et qui sont moins qu'inévitables. Nous n'avons pas d'objets d'alimentation superflus, mais nous en avons assez pour être garantis en général contre toute famine. Nous devons nous passer de certains articles de consommation dans une large mesure, parce que la protection nationale ne peut satisfaire nos besoins, mais nous avons heureusement des succédanés qui peuvent combler le déficit. Nous contestons cependant que la population doive consommer avec économie et que la hausse des prix soit le meilleur moyen d'y parer. »

L'adresse conclut ainsi :

« Nous répétons encore une fois que la hausse des prix, que nous impose l'agriculture nationale, compromet sérieusement notre alimentation. Nous désirons y obvier et nous prions le gouvernement de ne pas hésiter à prendre des mesures contre un groupe d'intérêts politiques puissant. Le bien du peuple exige que nous en arrivions à une situation supportable en matière de ravitaillement en objets d'alimentation. »

Comment on envisage l'avenir en Allemagne.

— On mande de Zurich, à la date du 22 octobre, que d'après les avis reçus de Berlin on a fondé, dans cette dernière ville, une société pour la politique populaire. A la première réunion, tenue la veille, soit le 21 octobre, ont assisté des députés nationaux libéraux, démocrates et conservateurs. Le but de cette société est de combattre la diminution de la natalité et d'inspirer le désir du mariage et de la progéniture. Le professeur Wolff et M. Bassermann ont dit qu'il faut augmenter la population ; c'est un devoir politique et national. La guerre actuelle, a affirmé l'un des orateurs, n'est pas la dernière, mais la première d'une série de guerres. La supériorité numérique des ennemis, surtout des Russes, impose aux Allemands l'observation du précepte : *Crescite et multiplicamini* (croissez et multipliez). Le général Blumé a parlé dans le même sens.

La production allemande d'acide nitrique.

— Dans une communication au *Verein deutscher Ingenieure* (Union des Ingénieurs allemands), le chimiste G. Buchner, de Munich, a ainsi terminé sa communication sur les explosifs :

« D'après les évaluations dans la guerre actuelle, la consommation d'explosifs, tels que pierates, coton-poudre, nitroglycérine, etc... doit atteindre pour notre pays 400 tonnes par jour. Les quantités d'acide nitrique nécessaires à cette production, qui oscillent entre trois et dix fois le poids d'explosif à produire, doivent atteindre en six mois 700.000 tonnes en chiffres ronds. Nous voulons espérer que cette quantité doit se multiplier pour nous apporter la victoire et la paix ; mais en tout cas nous devons avoir la prudence de nous procurer cette précieuse substance, le salpêtre, en quantité considérable. »

D'autre part, la *Zeitschrift des Vereins deutscher Ingenieure* a mentionné qu'en juin la consommation allemande d'acide nitrique aurait atteint 11.666 tonnes, et elle a rappelé que précédemment, elle avait donné comme chiffre probable de la production allemande, pour la période de mai à juillet, 12.000 tonnes seulement.

La situation du travail dans l'industrie du textile. — Le Syndicat central des ouvriers du textile

d'Allemagne et le Syndicat allemand du textile ont soumis aux administrations communales d'Elberfeld, Bermen, Vohwinkel et de la commune de Langenfeld une adresse, que l'on doit faire parvenir également aux autres communes du pays rhénan-westphalien, où existe cette industrie en quantité appréciable. Dans l'adresse, qui traite des remèdes au chômage, on peut lire :

« Le manque de coton et de presque toutes les autres matières premières textiles a amené leur réquisition et aussi toute une série d'interdictions de production, qui auront pour conséquence une réduction tout à fait considérable de la production. Les dispositions transitoires ont atténué la crise et empêché qu'elle ne devint brusquement aiguë. Dans peu de temps on renverra beaucoup de monde, et de nombreux jours fériés, des réductions du temps de travail atteindront durement la plupart des ouvriers du textile. Des mesures énergiques doivent être prises rapidement, qui protégeront les ouvriers et leurs familles de la misère. Le gouvernement impérial favorise et soutient toutes les mesures des communes ayant pour but de remédier aux chômeurs dont les ouvriers du textile ont à souffrir ou de les atténuer. Les organisations soussignées en tant que représentantes de ces ouvriers organisés se permettent de soumettre les propositions suivantes en vue de remédier au chômage et de l'atténuer :

« 1° Puisse la commune s'occuper de procurer du travail aux ouvriers et ouvrières en chômage : a) par l'embauchage dans les entreprises municipales et par l'acquisition de travaux faciles d'assistance ; b) par des travaux de couture, de tricotage et autres ; c) par des bureaux de placement pour patrons allemands et étrangers ;

« 2° Secours aux ouvriers textiles en chômage ou partiellement occupés, dont le revenu ne suffit pas à les faire vivre eux et leur famille ;

« 3° Paiement, par les Caisses de maladie, de secours de chômage ;

« 4° Création d'un Comité de préparation et d'exécution des mesures proposées. »

« Les ouvriers du textile sont plongés dans la misère par la guerre dont ils sont les victimes ; on doit les traiter comme tels et ne pas les assimiler à des pauvres qu'on assiste. Pour chaque famille on doit fixer un maximum d'existence et fixer les allocations en conséquence. Nous proposons de considérer comme minimum d'existence le salaire local fixé par les autorités administratives pour l'ouvrier masculin en ajoutant 10 % de supplément par membre de la famille. Les ouvriers ont déjà souffert par suite des limitations de la production, souffert des pertes notables sur leurs salaires. Il faut agir vite et de prompts secours décisifs sont urgents pour empêcher une nourriture insuffisante de larges classes de la population et ne pas compromettre la puissance de production de cette industrie. »

AUTRICHE-HONGRIE

Le problème de l'alimentation. — On mande de Budapest que l'excessive cherté des vivres menace d'occasionner des troubles sérieux dans cette ville, où des scènes tumultueuses se sont déjà produites devant le bureau municipal chargé de la distribution de la farine.

Des milliers de personnes se pressent toute la journée devant le bureau, contenues à grand-peine par la police. Devant les protestations du public, qui ne reçoit pas le dixième des quantités de farine qui lui sont nécessaires, les employés répondent invariablement que le blé manque, la majeure partie des stocks ayant été envoyée en Allemagne. Les légumes sont à un prix exorbitant, et il devient de plus en plus difficile de se procurer de la viande.

Il n'y a pas alors à s'étonner si le président du Conseil d'Autriche, accompagné du ministre de

l'Agriculture et du ministre des Finances, est allé conférer à Budapest avec le comte Tisza, président du Conseil de Hongrie, sur la question des vivres et de la réglementation de l'alimentation.

Le manque de charbon et les réquisitions pour l'armée.

— On écrit de Zurich : « A Vienne il y a pénurie de charbon. L'hiver approche, et les appréhensions de la population viennoise se font de plus en plus vives. Les causes de cette pénurie ont été exposées au sein de la Commission commerciale politique ; elles résident dans l'insuffisance de la production et de l'importation, dans le manque de wagons et de chariots, dans la difficulté d'établir les prix, dans le cours élevé des marks pour ce qui regarde les stocks à importer de l'Allemagne. Le cours en question est de 146 couronnes pour 100 marks, et les producteurs prussiens n'acceptent de paiement qu'en marks. »

« La réquisition des objets en caoutchouc, de toute espèce et de toutes dimensions, aura pris fin dans quelques jours. Les possesseurs de ces objets doivent les porter eux-mêmes aux bureaux installés *ad hoc*. La Commission militaire procède à l'estimation des dits objets, délivre des bons en conséquence et l'Etat paye le prix minimum. Quant aux automobiles, elles sont déjà toutes réquisitionnées. Les ustensiles en métal — étain, cuivre, nickel, etc. — ont aussi été séquestrés par les autorités. Le public commence à se plaindre sérieusement de cet état de choses. »

Manque d'huile de colza en Autriche. — En réponse à des demandes faites par les fabricants de sucre pour obtenir de l'huile de colza, le ministère du Commerce d'Autriche a fait savoir que, vu la rareté de l'huile de colza, celle-ci ne peut être livrée qu'en quantités réduites, et dans les cas où l'emploi de produits de substitution serait nuisible. Or, ce n'est pas le cas, en général, lorsqu'on l'emploie comme lubrifiant et comme produit de saturation. On ne peut pas livrer d'huile pour l'éclairage.

Contrôle des tanins en Hongrie. — Le gouvernement hongrois a réquisitionné au profit du « Dépôt Central des Cuir » tous les stocks d'écorce de chêne et de sapin existant en Hongrie. Le dépôt les mettra à la disposition des tanneries. Une mesure semblable, s'étendant aussi aux produits dérivés, a été prise pour la noix gallique. Des prix maxima ont été aussi fixés.

GRÈCE

La situation financière. — Le mois dernier, à la suite d'une entente entre les gouvernements français, anglais et russe, la Grèce a reçu trente millions de francs pour les besoins de la mobilisation.

Ces besoins sont toujours très grands et la neutralité armée que garde la Grèce lui impose de grands frais, aussi le ministre des Finances étudie-t-il les moyens les plus propres à faire face aux besoins du Trésor créés par la situation actuelle, dès que les 15 millions avancés par la Banque Nationale seront épuisés. La Banque Nationale ne sera pas étrangère à cette nouvelle combinaison financière.

Toutefois, aucun détail n'a transpiré sur la nature des nouveaux impôts. Le ministre des Finances exige le secret le plus absolu jusqu'au moment où les projets seront soumis à la Chambre.

Quant au rendement des nouveaux impôts, il est difficile de l'évaluer dès à présent. Il dépassera en tout cas les dix millions prévus dans le budget. Ces lois fiscales auront un caractère temporaire et disparaîtront aussitôt que la situation reviendra à un cours normal.

Les recettes des revenus affectés. — Les recettes brutes des revenus affectés à la Dette hellénique ont accusé, pour les sept premiers mois de 1915,

une diminution de 1.052.181 drachmes 35 sur la période correspondante de 1914, ainsi qu'il ressort du tableau suivant. Pour le premier semestre de l'année, la diminution avait été de 919.511 drachmes 85.

Revenus affectés	Estimations légales	Recettes brutes	
		1914	1915
(En drachmes)			
Sel.....	1.405.833 33	2.229.236 35	1.903.304 45
Pétrole.....	3.091.666 66	2.797.140 »	2.833.740 »
Allumettes...	583.333 33	1.336.733 60	1.338.564 90
Cartes à jouer	169.166 67	233.030 75	239.306 50
Papier à cigarettes.....	1.575.000 »	1.943.125 60	1.770.701 60
Tabac.....	3.850.000 »	4.769.064 50	4.417.700 50
Timbre.....	5.833.333 34	8.221.802 50	7.639.579 »
Emeri.....	350.000 »	748.605 »	1.053.600 »
Total.....	16.858.333 33	22.278.738 30	21.236.556 45

Il y a donc diminution de 325.931 dr. 90 sur le sel ; de 172.424 drachmes sur le papier à cigarettes ; de 351.364 drachmes sur le tabac, et de 582.223 dr. 50 sur le timbre. Par contre, on relève comme augmentations : 36.000 drachmes sur le pétrole ; 31.831 dr. 30 sur les allumettes ; 6.275 dr. 75 sur les cartes à jouer et 305.055 drachmes sur l'émeri.

Bien qu'en diminution de 1.052.181 dr. 35 sur ceux de 1914, les revenus de 1915 sont encore en augmentation de 4.368.223 dr. 62 sur les estimations légales. « On espère, observait le *Messenger d'Athènes* du 31 août/13 septembre, que les cinq mois « restants de 1915 diminueront quelque peu cette « moins-value, par suite de la demande de « l'émeri. » Il reste à savoir si les événements mentionnés ne modifieront pas cette appréciation.

Observons que les recettes que nous venons de mentionner ne concernent que les anciens emprunts en or et non pas les plus récents qui, eux, sont garantis par les excédents de ces mêmes recettes, ainsi que par des revenus complémentaires sur le tabac et les douanes.

Les exportations à l'étranger. — Le ministère des Finances a communiqué récemment aux autorités douanières de l'Etat le texte de la loi interdisant l'exportation et la réexportation.

Cette loi donne droit au ministre des Finances d'interdire l'exportation à l'étranger de toute marchandise pouvant être considérée comme contrebande de guerre. Le ministre rappelle en même temps que l'exportation ainsi que le transport du pétrole et, en général, des huiles minérales de n'importe quel port de Grèce sont strictement interdits, à moins d'une permission spéciale accordée par le ministre lui-même. L'exportation du tabac et du raisin sec pour l'Angleterre, la France, l'Italie et la Serbie est permise. Quant à l'exportation du tabac et du raisin sec en Allemagne et aux autres pays ennemis des Etats belligérants susmentionnés, elle est permise dans les limites des quantités achetées par ces Etats, en temps normal, à condition que les expéditions par mer de ces articles seront effectuées au nom de commerçants en pays neutres et jamais directement aux pays ennemis et qu'il ne sera pas fait usage de sacs. L'exportation du tabac et du raisin grecs, dans des pays neutres ou belligérants, sera librement effectuée ; d'après l'accord survenu avec l'Angleterre, elle ne sera point inquiétée par la flotte alliée, en tant que les expéditions destinées à des puissances belligérantes comme l'Allemagne soient dirigées sur des pays neutres comme la Hollande en premier lieu. La chose pourra être démontrée par les connaissements et autres documents de bord sans qu'un certificat soit nécessaire de la part des autorités consulaires anglaises, dans les lieux du chargement.

Le transport des articles dont l'exportation est

interdite est autorisé dans les îles d'Imbros, Lemnos et Ténédos seulement par petites quantités, proportionnellement aux besoins de la consommation locale et sur garantie anticipée.

ROUMANIE

La production du pétrole brut en Roumanie. — Pendant le premier semestre de 1915, la production du pétrole brut s'est élevée à 906.552 tonnes, contre 729.645 tonnes pour la période correspondante de 1914. C'est durant les mois de janvier et mars qu'on a enregistré la plus grande activité dans la production avec 168.861 et 162.408 tonnes respectivement, alors que la moyenne mensuelle n'est que de 151.000 tonnes environ, chiffre qui a été atteint en avril : 150.691 tonnes ; pour les autres mois, les chiffres de la production sont de 131.286 tonnes en février, de 149.713 tonnes en mai et de 136.563 tonnes en juin.

Au 1^{er} octobre on pouvait évaluer à 750.000 tonnes les produits fabriqués existant dans les dépôts des raffineries, des ports et des stations frontalières ; par proportions de 40 % pour la benzine, de 40 % pour le pétrole distillé et le lampant et de 20 % pour le distillé d'huiles et résidus. Il y avait, en outre, en dépôt, de 300 à 350 mille tonnes de pétrole brut.

L'industrie du pétrole rencontre toujours de graves difficultés à l'exportation ; aussi les dépôts des produits dans les raffineries roumaines continuent-ils à s'accumuler et les difficultés d'emmagasinage sont toujours très grandes. Considérant seulement la marche des raffineries moyennes et petites, il apparaît que le tableau est moins sombre et que celles-ci sont dans une situation plus avantageuse, au point de vue des stocks de produits fabriqués et des possibilités de continuer leur activité.

Afin de n'être pas obligées de ralentir leur activité de production, les grandes entreprises se sont vues dans la nécessité de procéder d'urgence à la construction de nouveaux réservoirs. Leur activité se trouve pourtant paralysée en grande partie aujourd'hui par la prohibition en Allemagne et en Autriche-Hongrie de l'exportation et du transit de la tôle de fer, nécessaire pour la construction de réservoirs ; les stocks existants dans le pays s'étant vite épuisés.

Les difficultés de transport et la pénurie des wagons causent de graves dommages à cette branche économique roumaine ; c'est pourquoi les exportations sont tout à fait variables ; pourtant les sorties avaient encore lieu d'une manière assez normale au commencement du mois d'octobre. Cent wagons de pétrole sortaient chaque jour du pays, mais depuis, la frontière, étant entièrement encombrée par l'affluence des produits à exporter et son passage se trouvant fermé du côté des puissances du centre de l'Europe, l'exportation a complètement cessé.

Les derniers événements qui viennent de se dérouler dans la péninsule balkanique ne vont pas contribuer à améliorer la situation, et il est à craindre que cet état de choses n'amène une crise aiguë sur le marché du pétrole, crise dont la répercussion se fera grandement sentir dans tout le pays.

Les associations paysannes en Roumanie. — M. L. Colesco, directeur des statistiques du ministère des Domaines roumains, vient de publier une étude sur les associations paysannes en Roumanie, d'où il résulte que ces institutions, à peine nées en 1903, se sont multipliées avec une telle rapidité que l'agriculture du pays s'en trouve toute transformée.

Voici quelques chiffres qui démontrent le rapide développement des associations paysannes :

En 1903, il n'y avait que 8 associations cultivant une superficie de 4.940 hectares qui représentaient un fermage annuel de 94.789 francs.

En 1904, il y avait 37 associations cultivant une superficie de 10.557 hectares et payant un fermage de 256.025 francs.

En 1905, on ne relevait également que 37 associations, mais qui cultivaient 30.358 hectares et payaient un fermage de 626.114 francs.

En 1906, le nombre passait à 68 associations dont l'activité s'étendait sur 54.687 hectares, et dont le fermage était de 1.611.428 francs.

Et l'ascension s'est faite chaque année dans les mêmes proportions. De sorte qu'en 1913, la Roumanie possédait 495 associations paysannes, qui comptaient 76.678 membres, payant un fermage de 13.497.081 francs et disposant d'un capital de 4.289.981 francs.

Les propriétés en fermage appartiennent à l'Etat, aux communes ou à des institutions de bienfaisance. Les particuliers qui entrent dans cette voie, observe l'*Indépendance Roumaine*, n'auraient certainement qu'à s'en louer.

SUISSE

Les mesures allemandes à l'égard de l'industrie suisse. — L'Allemagne vient de prendre une mesure qui a produit une profonde émotion dans les milieux industriels et commerciaux de la Suisse. Elle refuse, en effet, de continuer à fournir du charbon à de nombreuses fabriques de ce pays. On comptait déjà, vendredi dernier, 42 victimes de cet ostracisme.

Pour expliquer cette manière d'agir à l'égard de la Suisse accueillante et innocente, observe le *Génévois*, deux thèses sont mises en avant. La première est que lesdites fabriques, et tout spécialement les fabriques bâloises d'aniline, enverraient leurs produits aux puissances de la Quadruple-Entente. D'après la deuxième, les industries allemandes, dans la crainte de se voir un jour supplantées par celles de la Suisse, auraient tout simplement fait pression sur les sphères compétentes, afin de couper à ce pays les vivres industriels, sans autre forme de procès.

Mais la première ne tient pas debout, car dans l'arrangement conclu entre l'Allemagne et la Suisse, tout ce que ce dernier pays a pu promettre, c'est de ne pas laisser passer dans les nations de l'Entente, les matières premières livrées par l'Allemagne. Or il ne s'agit pas, comme y insiste la *Nouvelle Gazette de Zurich*, d'une matière première transformée par nous et expédiée sous une nouvelle forme à l'étranger. Le droit de la Suisse est donc formel, et ce droit lui a d'ailleurs été largement reconnu par les pays de l'Entente auxquels il a suffi de dire que l'industrie suisse ne pouvait vivre qu'en exportant des matières premières manufacturées pour qu'ils accédassent aux plus larges concessions.

Quant à la deuxième explication, elle est encore plus fâcheuse. Les fabriques allemandes, comprenant enfin l'ampleur du mouvement qui se manifeste dans de nombreux Etats contre tout ce qui est d'origine allemande, auraient senti le danger de laisser prospérer des industries similaires, même en pays neutres, et dès lors on se serait arrêté à ce moyen discutable de casser les bras aux ouvriers suisses.

Les deux explications doivent se compléter. En tout cas, les démarches entreprises par le Conseil fédéral sont demeurées jusqu'ici sans résultat. Aussi préconise-t-on maintenant l'utilisation des forces naturelles si largement dispensées en Suisse. Puisque ce pays possède des bassins inépuisables de « houille blanche », il lui faut les organiser pour s'en servir et, selon l'expression du *Génévois*, « tirer sa révérence » aux charbonniers peu complaisants.

ÉTATS-UNIS

Les crimes allemands. — Une dépêche de New-York, en date du 25 octobre, a annoncé que, la

veille, un nommé Robert Fay et son beau-frère, Walter Scholtz, avaient été arrêtés à Weehewken, dans l'Etat de New-Jersey. Des explosifs et des cartes topographiques du port de New-York furent trouvés en leur possession. Au moment de leur arrestation, ces deux individus étaient occupés à éprouver des bombes dans un bosquet.

Fay, qui a avoué appartenir au 16^e corps d'armée de Cologne, avait reçu la croix de fer en Champagne, et avait combattu à la bataille de la Marne. Il était aussi attaché au ministère des Affaires étrangères à Berlin, et se trouvait en Amérique depuis le mois d'avril dernier.

Après son arrestation, il a essayé de circonvenir l'officier qui l'escortait par l'offre d'un millier de dollars, en échange de sa remise en liberté, donnant un acompte de 60 dollars. Il fut, par conséquent, immédiatement convaincu de chantage. Le lieutenant Fay, expliquant à la police le fonctionnement des machines infernales qui furent aussi trouvées dans sa chambre, a déclaré qu'à l'aide d'un dispositif d'horlogerie, elles pouvaient exploser quatre ou cinq jours après le départ du navire et détruire n'importe quel bâtiment.

Scholtz, qui autrefois travaillait dans une Compagnie de chemins de fer, se prétend aux gages de Fay, mais la police croit avoir découvert la clef d'une association responsable d'une longue série d'attentats contre les navires, les jetées et les usines fabriquant des munitions.

En effet, de nouvelles arrestations viennent d'être signalées. Un troisième inculpé, du nom de Paul Diche, sujet allemand, a été écroué. Il a avoué être le complice de Fay et de Scholtz. En outre, le gérant d'une maison de commerce, le docteur Herbert Krienzle, a été arrêté également sous l'inculpation de comploter la destruction des vapeurs se rendant de New-York à l'étranger. Il a été mis en liberté sous caution de 25.000 dollars. Enfin M. Max Breitung, secrétaire et trésorier de la « Oil Well Supply Company », de New-York, a été aussi mis sous les verrous pour avoir aidé financièrement les auteurs du complot. C'est lui qui acheta le « Dacia ».

Constitution d'un « trust » d'exportation. — Le Secrétaire du commerce des Etats-Unis vient d'annoncer la constitution d'un trust américain analogue au trust hollandais, et qui s'occuperait de l'exportation des produits américains après avoir obtenu l'assurance qu'ils ne sont pas destinés aux belligérants ; le gouvernement ne reconnaîtra pas à la Compagnie de qualité officielle.

La Compagnie aura la main sur toutes les exportations vers les pays neutres.

Le gouvernement ne garantira pas officiellement aux belligérants d'Europe que les marchandises expédiées par le trust ne parviendront pas à leurs ennemis, mais il exercera néanmoins son contrôle pour assurer la neutralité complète du commerce effectué par la nouvelle Compagnie ; celle-ci, croit-on, conclura elle-même avec les belligérants les accords nécessaires pour assurer la sécurité du commerce américain avec les neutres sans courir le risque de voir ses envois saisis.

Revue Commerciale

Soies. — Notre marché de matières premières a repris quelque animation cette semaine et la note sombre du mois dernier semble disparaître. On note un bon courant d'affaires, d'assez fortes demandes de la part des employeurs, et les prix sont en avance pour toutes les qualités, surtout en ce qui concerne les soies asiatiques. Voici quelques-uns des prix tenus :

Grèges Cévennes 1^{er} ordre 10/12, 50 fr. ; Grèges Italie 1^{er} ordre 10/12, 49 fr. ; Grèges Brousse 2^e ordre 13/45, 45 fr. ; Trames Chine t. c. 1^{er} ordre 40/45,

40 fr. ; Trames Japon fil. t. c. 1^{er} ordre 22/24, 53 fr.

Le mouvement d'affaires est plus lent sur les provenances en grèges asiatiques, mais les prix sont quand même très fermes ; on tenait :

Grèges Chine filat. best. 1 10/12, 49 fr. ; Grèges Chine filat. 2 9/11, 47 fr. ; Grèges Chine filat. 3 13/15, 46 fr. 50 ; Grèges Japon filat. 1 à 1 1/2 13/15, 47 fr. ; Grèges Canton fil. 1^{er} ordre à livrer 11/13, 46 fr. 50.

Notre fabrique de soieries bénéficie en ce moment d'une bonne demande pour les pays du Nord, Etats-Unis, Angleterre, et, grâce à cet important débouché, elle n'a pas éprouvé de graves contre-coups de l'imbroglio balkanique. Les nuances foncées sont toujours très demandées ainsi que les quadrillés et les damiers.

Au 16 octobre, le stock du magasin général des soies de Lyon se décomposait ainsi : soies, 3.053 balles ; soieries, 2.080 balles ; déchets, 197 balles, soit au total, 5.330 balles. Quant au stock visible des cocons au 30 septembre, il s'élevait à 1.080.841 balles contre 1.200.559 balles en 1914 et 908.843 balles en 1913.

D'après les dernières statistiques, la récolte mondiale de soie grège s'est élevée à 21.870 tonnes en 1914 ; elle se compare ainsi avec les récoltes des années précédentes, pour les différents pays de production :

Récolte mondiale de la soie

Moyennes quinquennales	Europe	Levant	Extrême-Orient	Total
(En tonnes)				
1871-75.....	3.676	676	5.194	9.546
1876-80.....	2.475	639	5.740	8.854
1881-85.....	3.630	700	5.198	9.438
1886-90.....	4.340	738	6.522	11.600
1891-95.....	5.518	1.107	8.670	15.295
1896-1900.....	5.520	1.552	10.281	17.053
1901-06.....	5.312	2.304	11.471	19.092
1906-10.....	5.460	2.815	14.908	23.183
Années				
1911.....	4.330	2.960	17.280	24.570
1912.....	4.982	2.233	19.700	26.915
1913.....	4.245	2.315	20.760	27.720
1914.....	4.860	1.555	15.455	21.870

Dans ces totaux ne sont pas compris les soies récoltées dans les pays d'Extrême-Orient et ouvrées sur place.

Cotons. — Les avis de la récolte aux Etats-Unis ne sont pas très favorables et l'on vient de signaler quelques gelées dans l'Alabama et dans le Texas ; du reste, le gouvernement a déjà fait savoir qu'il n'y aurait aucune *top crop* à détruire ; par suite, on peut estimer que la production, ainsi que nous l'avions annoncé, sera d'au moins 11 1/2 à 12 millions de balles. En admettant même une consommation de 13 1/2 à 14 millions de balles, ce qui paraît être un maximum, il y aurait encore, en fin de campagne, en tenant compte du reliquat visible et invisible laissé par la saison précédente, un excédent de 1 à 2 millions de balles sur un approvisionnement normal. Il semble donc prématuré de parler de rareté de coton.

Les dernières nouvelles reçues de New-York sont encore plus pessimistes et donnent une estimation de 10.400.000 balles pour la récolte. D'autre part, la *National Ginners* a confirmé son estimation de 10.000.000 de balles dont on avait déjà parlé, mais qui avait été, ensuite, démentie. On disait même que, dans les Carolines, les égrenoirs n'étaient employés que pour la moitié de leur capacité.

Les mouvements hebdomadaires de l'année en cours ont été inférieurs à ceux de l'année dernière, aussi l'excédent des stocks en Amérique a été ramené à 865.000 balles contre 947.000 balles il y a huit jours. Les débouchés sont maintenant très forts partout et il s'écoulera bien du temps avant

qu'il en soit autrement, puisque les Etats-Unis continuent à expédier passablement de coton, non seulement pour l'Angleterre et la France, mais aussi pour le reste du continent européen.

Voici, d'après MM. Ernis et Hemet, du Havre, les stocks du continent au 24 octobre 1915 :

	Amérique	Indes	Egypte	Divers	Total
Havre.....	169.300	30.300	—	7.400	207.000
Marseille.....	100	2.000	150	150	2.400
Barcelone.....	30.630	4.230	230	1.390	36.480
Gênes.....(*)	70.000	36.000	2.500	1.000	109.500
Trieste.....(*)	250	250	250	250	1.000
Hambourg.....(*)	250	250	—	250	750
Brême.....(*)	1.000	250	—	250	1.500
Amsterdam.....	—	—	—	—	—
Rotterdam.....	—	—	—	—	—
Anvers.....	—	—	—	—	—
Total.....	271.530	73.280	3.130	10.690	358.630

(*) Estimés.

Le marché du Havre a été moins ferme cette semaine et les cours de clôture sont légèrement en baisse ; on a tenu : octobre, 101 fr. 25 ; novembre, 99 fr. 87 ; décembre 98 fr. 75 et 99 francs ; janvier, 98 fr. 25 ; mars, 97 fr. 62 à 98 francs.

Laines. — Depuis que le ministère de la guerre, nous avise-t-on de Bradford, a annoncé qu'il était disposé à donner des licences d'exportation pour les peignés croisés moyens et de belle qualité, il y a eu une bonne demande pour ces genres qui accusent une hausse de 1 d. sur les prix enregistrés vers mi-octobre. De plus, il est évident que ceux qui pesaient sur les cours des peignés croisés, afin d'acheter la nouvelle tonte à bon marché, ont été pris par la hausse inattendue : ils sont à découvert et doivent payer cher pour la laine dont ils ont besoin. Les peignés croisés, préparés, sont plus fermes et il en est de même pour les mérinos, bien qu'ils n'aient pas haussé comme les cardés.

La semaine dernière, aux Etats-Unis, la tendance a été plus soutenue, car on parlait de la possibilité que les droits d'entrée soient maintenus. Les ventes de la semaine, à Boston, s'élèvent à 2.050.000 livres de laines indigènes et à 1.840.088 livres de laines étrangères, contre 1.600.000 livres et 1.875.000 livres, respectivement, pendant la semaine précédente.

Pour la période s'écoulant du 1^{er} juillet au 30 septembre, les exportations de laine d'Australie se sont élevées à 298.000 balles, en augmentation de 191.000 balles sur la période correspondante de 1914, et celles de la Nouvelle-Zélande à 43.000 balles contre 21.500 balles pour les trois mêmes mois de 1914.

PETITES NOUVELLES

◆ L'action du Crédit Foncier se retrouve au même cours.

La situation au 30 septembre 1915 fait ressortir pour le mois un bénéfice de 2.186.573 francs, ce qui porte à 19.287.853 francs le montant des bénéfices pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours. Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, l'augmentation des bénéfices est de 1.663.134 francs.

Au cours du mois, les réserves et provisions s'accroissent de 909.887 francs, le montant des dépôts en comptes courants de 3.082.788 francs, et les versements sur annuités échues s'élèvent à 4 millions 597.228 francs.

◆ La Chambre de Commerce de Paris procède en ce moment à l'enquête ordonnée par M. le ministre du Commerce, d'accord avec M. le ministre des Affaires étrangères, en vue de faire le

relevé général des dettes et créances des Français en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Les personnes qui ont des déclarations à faire trouvent depuis le lundi 25 octobre, au secrétariat de la Chambre de Commerce, les formules à remplir pour chacun de ces pays et pour chaque catégorie de créances.

M. le ministre du Commerce n'a chargé la Chambre de Commerce de Paris que de l'enquête relative aux *créances et dettes d'ordre commercial et industriel*, celles d'ordre civil ou financier relevant plus spécialement du ministère de la Justice et de celui des Finances.

Les feuilles dûment remplies devront être retournées au secrétariat de la Chambre de Commerce, 2, place de la Bourse, avant le 14 novembre, sous enveloppe fermée portant la mention : « Service de l'Enquête ». Les renseignements fournis auront un caractère confidentiel et ne seront utilisés qu'en vue du règlement international des créances françaises sur les pays ennemis.

◆ On annonce que la production des mines de la Rhodésie méridionale, pendant le mois de septembre dernier, s'est décomposée ainsi : 76.929 onces d'or, contre 82.545 onces en août, et 74.142 onces en septembre 1914 ; 15.267 onces d'argent ; 3 tonnes de plomb ; 37.368 tonnes de charbon ; 309 tonnes de cuivre ; 6.735 tonnes de minerai de chrome ; 223 tonnes d'amiante, et 50 carats de diamants.

Marché Financier

Paris, le 29 novembre 1915.

On s'est montré généralement peu actif cette semaine, notamment au Parquet, sur le Marché à terme. Les allègements de positions anciennes se sont ralentis. On dit d'ailleurs que pour les besoins de la liquidation de fin de mois l'argent pourra s'obtenir, sur le Marché officiel, à des taux peu élevés, soit entre 4 1/4 et 4 1/2 % l'an environ.

La Banque de France ouvrant ses guichets le 2 novembre, la Bourse ne chômera pas en cette journée, contrairement au bruit répandu tout d'abord.

Voici comment clôturent les principales valeurs :

Au Parquet. — A terme : 3 % perpétuel à 66 fr, plus lourd ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 860 fr. ; Compagnie Algérienne, 920 fr. ; Comptoir National d'Escompte, 650 fr. ; Crédit Lyonnais, 980 fr. ; Métropolitain, 405 fr. ; Boléo, 585 fr. ; Extérieure Espagnole, 87 fr. ; Italien, 79 fr. 45 ; Banque Nationale du Mexique, 450 fr. ; Banque Russo-Asiatique, 395 fr. ; Nord de l'Espagne, 388 fr. ; Saragosse, 385 fr. ; Rio-Tinto, 1.480 fr. ; Azote, 310 fr.

Au comptant : 3 0/0 perpétuel, 65 fr. 90 ; 3 0/0 amortissable, 75 fr. 25 ; 3 1/2 0/0 amortissable, 91.62 1/2, mieux ; Crédit Foncier, 629 fr. ; action Orléans, 1.075 fr. ; Nord-Sud, 103 fr. ; Argentin 4 0/0 1900, 84 fr. ; Belge 3 0/0, 62 fr. ; Egypte Unifiée, 89 fr. ; Russe 4 0/0 1889, 71 fr. 25 ; Consolidés 1^{re} et 2^e séries, 73 fr. 25 ; Russe 3 0/0 or 1891-1894, 59 fr. 60 ; Chemins Andalous, 285 fr. ; Mexico Tramways, 260 fr. ; Briansk ordinaire, 276 fr. ; Rio-Tinto, unifiés, 1.485 fr.

Marché en Banque. — A terme : Mexicain 3 %, 21 fr. 75 ; Banque Centrale Mexicaine, 270 fr. ; De Beers ordinaire, 290 fr. ; Jagersfontein, 70 fr. ; Lianosoff, 290 fr. ; Mexican Eagle Oil, 44 fr. ; Malacca ordinaire, 104 fr. 50 ; Taganrog, 296 fr. ; Utah Copper, 420 fr.

Au comptant : Toula, 1.180 fr. ; Dniéprovienne, 2.040 fr. ; Maltzof, 445 fr. ; Spassky, 50 fr. ; Brakpan, 80 fr. ; City Deep, 83 fr. 50 ; Modderfontein B, 158 fr. ; Robinsin Gold, 43 fr.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.